
**L'Impérialisme,
stade suprême
du capitalisme
canadien**

L'Union Bolchévique prépare la publication d'un livre intitulé *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme canadien*. Ce livre sera une application directe de la théorie générale de l'impérialisme de Lénine et, en particulier de son livre *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Nous publions dans ce numéro-ci de *Lignes de Démarcation*, les deux premiers chapitres du livre. Voici la liste des chapitres que contiendra *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme canadien*:

1. *La concentration de la production et les monopoles au Canada.*
2. *Les banques et leur nouveau rôle au Canada.*
3. *Le capital financier et l'oligarchie financière du Canada.*
4. *L'exportation des capitaux canadiens.*
5. *La participation du capital financier canadien dans le partage du monde entre les groupements capitalistes.*
6. *La participation du Canada dans le partage du monde entre les grandes puissances.*
7. *L'impérialisme, stade particulier du capitalisme au Canada.*
8. *Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme canadien.*
9. *La critique de l'impérialisme canadien.*
10. *La place de l'impérialisme dans l'histoire du Canada.*

Ces titres de chapitres sont, comme le titre du livre, une adaptation des titres de chapitre du grand ouvrage de Lénine sur l'impérialisme.

Depuis que Lénine a publié son ouvrage sur l'impérialisme, jamais il n'a été publié de sérieuse tentative d'appliquer l'oeuvre de Lénine aux conditions concrètes du Canada. Le fait de savoir si le Canada est un pays impérialiste, cependant, a pris une grande place dans les débats et discussions au sujet du Canada dans l'histoire du mouvement communiste canadien, autant que parmi les savants progressistes et bourgeois, et les contre-révolutionnaires.

Le débat a lieu depuis longtemps. Il a commencé d'une manière sérieuse quand l'Internationale Communiste décida que le Parti communiste du Canada avait tort de considérer le Canada

comme une colonie de la Grande-Bretagne et qu'il devait le voir comme un pays impérialiste.*

Quoiqu'il y ait eu, au fil des ans, plusieurs débats à ce propos dans le Parti communiste, celui-ci a failli à sa tâche envers le prolétariat canadien, en ne publiant jamais d'ouvrage définitif sur la question. A la place, l'héritage laissé par le PCC sur ce sujet avant qu'il ne s'enlise complètement dans le révisionnisme fut le livre de Tim Buck *Canada: A Communist Viewpoint*, (*Le Canada: un point de vue communiste*) publié en 1948. Cet ouvrage, cependant, est le travail du révisionniste numéro un au Canada, le traître numéro un de la classe ouvrière canadienne. Buck a joué au Canada le même rôle qu'ont joué les révisionnistes soviétiques en Russie: il s'est bâti une «réputation» sur le dos de l'avant-garde du prolétariat dans le seul but de détruire cette avant-garde. Buck fit ceci au service de la bourgeoisie canadienne et des nouveaux tsars de l'Union soviétique. Comme nous le montrons ailleurs, ce que Buck mettait de l'avant dans son livre, c'était un point de vue révisionniste sur le Canada.

Ceci a contribué directement à la montée du nationalisme bourgeois parmi les communistes et les gens progressistes au Canada. Profitant du révisionnisme de Buck, divers nationalistes bourgeois comme le Progressive Workers' Movement, les bainsiens du «PCC(m-l)» et le Canadian Liberation Movement sont parvenus à se déguiser en marxistes-léninistes, tout en mettant de l'avant le nationalisme bourgeois et l'alliance avec l'impérialisme canadien. Un certain nombre d'éléments se disant eux-mêmes marxistes-léninistes ont surgi et ont dit qu'ils s'opposaient au nationalisme bourgeois: ils ont affirmé que le Canada était un pays impérialiste, mais ils l'ont fait en s'appuyant sur le livre de Buck et sur son analyse révisionniste, de même que sur une adaptation trotskiste de Buck.** Workers' Unity (Toronto) a fait paraître dans les deux premiers numéros de *Canadian Revolution* un article louangeant ouvertement Buck et citant son analyse révisionniste du Canada; de plus, comme nous l'avons démontré dans *Lignes de Démarcation, Recueil no 1*, la ligne de la Ligue et d'En Lutte est fondée sur le révisionnisme de Buck.

Ces éléments n'ont pas fait d'analyse indépendante de l'impérialisme canadien, et dans leur réaction contre le nationalisme bourgeois ils se rallient au révisionnisme.

Le prolétariat canadien ne peut faire la révolution sans une stratégie pour la révolution basée sur une analyse marxiste-

*Voir les divers documents de l'Internationale communiste reproduits en annexe à *Lignes de Démarcation* nos 9-10.

** *Imperialism and the National Question in Canada (L'impérialisme et la question nationale au Canada)*, de S. Moore et D. Wells.

léniniste du Canada. Si le prolétariat se base soit sur l'analyse nationaliste bourgeoise, soit sur l'analyse révisionniste du Canada, il n'y aura pas de révolution — seulement une défaite. C'est parce que cette analyse n'a jamais été faite et considérant son importance vitale pour la révolution au Canada que nous avons entrepris la préparation et la publication de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme canadien*. Ceci est la toute première contribution à une analyse marxiste-léniniste du Canada et de son histoire.

Cet ouvrage, à l'encontre de tous les autres portant sur le Canada, tente d'appliquer la théorie de Lénine sur l'impérialisme en considérant son développement sur la même période de temps que celle étudiée par Lénine. Lénine n'a jamais prétendu que son ouvrage sur l'impérialisme était le dernier mot sur le sujet, mais néanmoins les tentatives de Buck, de Workers' Unity (Toronto), de la Ligue, d'En Lutte et des trotskistes d'«appliquer» Lénine à la situation canadienne sont toutes faites pour voir si la définition léniniste de l'impérialisme s'applique, bien des années plus tard. Cette approche obscurcit le développement entier du capitalisme canadien. La première question à laquelle nous devons faire face, c'est celle de savoir ce qui en était du capitalisme canadien au moment où l'impérialisme émergeait sur la scène mondiale.

Cet ouvrage va quelques années au-delà de la publication même de l'oeuvre de Lénine à cause d'un problème de disponibilité des statistiques et principalement afin de prouver que la position de l'Internationale communiste sur le Canada en 1928 était juste.

Ce livre devrait être le premier d'une série de travaux, dont le prochain analysera le développement de l'impérialisme canadien depuis les années '20 et la domination croissante de l'impérialisme américain au Canada.

Ces deux chapitres qui ont déjà paru en langue anglaise, nous les offrons désormais aux lecteurs francophones. Nous comptons bien qu'ils seront d'une grande utilité dans la lutte contre les révisionnistes bainsiens qui nient l'existence de l'impérialisme canadien, sabotent la révolution prolétarienne dans notre pays, et poursuivent leurs attaques contre la juste position du Comintern, poursuivant leur tradition nationaliste bourgeoise et de fidélité à l'anti-communisme des révisionnistes chinois.

On doit remarquer que, pour développer la critique et la démarcation, cet ouvrage s'attaque à certains savants bourgeois pseudo-marxistes, principalement T. Naylor et W. Clement, et non pas aux positions nationalistes bourgeoises au sein du mouvement «marxiste-léniniste» comme celles mises de l'avant

par Jack Scott dans *Canadian Revolution* no 2, et par le Workers' Unity Collective (Edmonton) (CR no 4) parce que ces positions, tout comme celles du Progressive Workers Movement sur lesquelles elles se fondent, ne font pas l'analyse concrète des conditions concrètes du Canada. Au lieu de cela, ils se placent au même niveau «abstrait», que la Ligue et En Lutte. De plus, Scott et WU (E) se basent tous deux sur l'analyse du Canada mise de l'avant par Naylor. Naylor et son «école» font effectivement de l'analyse concrète et ils ont amassé une certaine quantité d'un excellent travail empirique, qui a été d'une grande valeur dans la préparation de cet ouvrage. Naylor, cependant, ne comprend rien au léninisme et presque rien au marxisme; en fait il invente sa propre «théorie» du capitalisme pour la faire coïncider avec sa vision nationaliste bourgeoise du Canada. Mais c'est précisément parce que Naylor a fait une véritable enquête que ses vues ont obtenu une crédibilité considérable et sont ainsi devenues très dangereuses. Le genre de travail effectué par Jack Scott, WU (E), la Ligue et En Lutte est pris sérieusement en considération par ceux-là seuls qui ne savent presque rien de l'histoire du Canada et qui sont tellement éblouis par l'étiquette «marxiste-léniniste» accolée à un article qu'ils vont tout prendre au sérieux dans un tel article. A l'encontre d'ouvrages comme ceux de Marx et de Lénine, ouvrages qui commandent le respect même des adversaires du marxisme-léninisme, le travail de ces groupes apporte de l'eau au moulin de ceux qui veulent calomnier le marxisme-léninisme en le décrivant comme un dogme vide coupé de la réalité.

Chapitre I

La concentration de la production et les monopoles au Canada

Lénine affirme que «le développement intense de l'industrie et le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constituent une des caractéristiques les plus marquées du capitalisme». (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ELE, p. 12) Quoiqu'il y ait eu quelques tentatives pour démontrer que ce processus s'est produit au Canada, cela ne fut pas effectué en relation directe avec les données fournies par Lénine ou en rapport avec la période de l'histoire décrite par Lénine. Bien que les renseignements disponibles concernant plusieurs catégories économiques soient beaucoup plus complets qu'au temps de Lénine, il est clair que celui-ci considérait les renseignements à ce moment-là plus qu'adéquats pour tirer les conclusions auxquelles il est arrivé. «Les statistiques industrielles contemporaines donnent sur ce processus les renseignements les plus complets et les plus précis.» (Ibid.)

Par conséquent, un examen des mêmes catégories à la même époque au Canada démontrera que, suivant les critères léninistes, le même processus s'est produit au Canada, ou alors dans quelle mesure cela ne fut pas le cas.

«En Allemagne, par exemple, sur 1000 entreprises industrielles, 3 en 1882, 6 en 1895 et 9 en 1907 étaient des entreprises importantes, c'est-à-dire employant plus de 50 ouvriers salariés.» (Ibid.) Bien que les statistiques pour les mêmes années ne soient pas disponibles pour le Canada, en 1915, première année pour laquelle des chiffres sont disponibles, la proportion au Canada était de 66 pour 1000.¹ L'on constate, par cet indice de concentration, que l'industrie était plus de sept fois plus concentrée au Canada en 1915 qu'en Allemagne en 1907.

«La part qui leur revenait, sur cent ouvriers, était respectivement de 22, 30 et 37.» (Ibid., p. 17) 1922 est la première année où les statistiques sont disponibles pour le Canada et cette année-là, 72 pour 100 des ouvriers étaient à l'emploi d'«entreprises importantes», ce qui est le double de l'Allemagne en 1907.

Lénine fait remarquer que les «gros établissements» comportent «0,9 pour cent» du nombre total des entreprises. Au

Canada, en 1915, les chiffres étaient de 6,5%, soit une concentration plus de sept fois plus élevée. Lénine nous dit que ces entreprises «**emploient 5,7 millions d'ouvriers sur un total de 14,4 millions, soit 39,4%**». (Ibid., p. 13) Au Canada, en 1922, ce chiffre était de 72.4%.

Cette comparaison souffre de deux problèmes. Le premier, c'est que «**ce qu'on appelle en Allemagne l'industrie au sens large du mot, c'est-à-dire en y comprenant le commerce, les transports, etc.**» (Ibid.), constitue la base de l'analyse de Lénine, alors que les statistiques canadiennes ne font référence qu'à l'industrie manufacturière. Avec l'aide de diverses statistiques, les seules disponibles, il sera davantage démontré qu'un processus de concentration comparable se produisait également dans les autres secteurs. Le second problème, c'est le fait que la comparaison nous laisse en présence d'un fossé de 8 à 15 ans. Ce problème peut heureusement être résolu par l'usage d'un livre très utile *New Data for Lenin's «Imperialism»* de E. Varga et L. Mendelsohn, publié chez International Publishers, New York, 1940. Ce livre met à jour et ajoute aux renseignements de Lénine.

«**En 1907 les établissements occupant 1000 ouvriers et plus étaient en Allemagne au nombre de 586. Ils employaient près du dixième (1,38 million) de la totalité des ouvriers.**» (Ibid.) Quoique les données ne soient pas disponibles concernant les établissements de 500 ouvriers et plus au Canada, une comparaison sommaire peut quand même se faire. En 1922, au Canada, il y avait approximativement 100 grandes entreprises occupant 91,714 ouvriers, soit 20% de l'armée du travail.

Lénine affirme alors quelque chose que nous pouvons appliquer également au Canada. «**Le capital-argent et les banques, comme nous le verrons, rendent cette supériorité d'une poignée de très grandes entreprises plus écrasante encore, et cela au sens le plus littéral du mot, c'est-à-dire que des millions de 'patrons', petits, moyens et même une partie des grands, sont en fait entièrement asservis par quelques centaines de financiers millionnaires.**» (Ibid.)

«**Dans un autre pays avancé du capitalisme moderne, aux Etats-Unis d'Amérique du Nord, la concentration de la production est encore plus intense. Ici, la statistique considère à part l'industrie au sens étroit du mot, et groupe les entreprises selon la valeur de la production annuelle. En 1904, il y avait 1900 grosses entreprises (sur 216,180, soit 0,9%), produisant chacune pour un million de dollars et au-delà!**» (Ibid., pp. 13-14).

	Allemagne*			Canada**	
	1925	1933	1925	1930	1936
Nombre d'établissements sur 1000, employant 50 personnes et plus	12	8	99	104	90,9
Nombre de personnes sur 100 employés dans des établissements employant 50 personnes et plus	48	38	73	74	73
Pourcentage des grosses entreprises	1,2	0,8	9,9	10,4	9,1

Au Canada, le pourcentage de telles entreprises, («**au sens étroit du mot**») était de 0,63% (soit 100 sur 15,800); ainsi donc le Canada en 1905, n'était pas loin derrière les Etats-Unis pour ce qui est de l'indice de la concentration.***

En 1909, Lénine indique que les entreprises produisant pour un million de dollars et plus comptent pour 1,1% de toutes les entreprises. En 1910, au Canada, la proportion était de 0,52%, soit une baisse. (Ce déclin résultait d'une dépression au Canada. En 1915, la proportion était remontée à 0,94%.) Lénine indique que le pourcentage de la production totale que ces entreprises représentaient, était de l'ordre de 38% en 1904, et de 43,8% en 1909. En 1910, première année vérifiable pour le Canada, la proportion est de 31%.

Lénine déclare que: «**près de la moitié de la production totale du pays est fournie par un centième de l'ensemble des entreprises!**» (Ibid., p. 14) Au Canada, près du tiers de la production totale du pays est fournie par un deux-centième de l'ensemble des entreprises. Si les entreprises canadiennes avaient eu la même importance économique relative que les entreprises américaines, elles n'auraient produit que 21% du total de la production! Cela signifie qu'alors même que ces entreprises contrôlaient au Canada un pourcentage plus faible de la production totale, elles avaient une importance supérieure, relativement parlant. Dès 1915, «**près de la moitié (46,4%) de la production**

* *New Data for Lenin's «Imperialism»*, pp. 13, 15

** *Historical Statistics*, p. 489

*** Lénine donne aussi le pourcentage de l'armée du travail employé par ces entreprises. Cette donnée n'est pas disponible en ce qui concerne le Canada mais, comme nous l'avons déjà vu, les grandes industries du Canada emploient la grande majorité de la force ouvrière.

totale du pays (le Canada) est fournie par un centième (0,94%) de l'ensemble des entreprises!».

Six ans après que la bourgeoisie américaine eut atteint ce niveau de concentration qui impressionna tant Lénine, la bourgeoisie canadienne avait atteint le même niveau!

Le degré de concentration aux Etats-Unis en 1914 n'avait pas changé de manière appréciable (1,4% et 48,8%)³ alors que les entreprises canadiennes avaient une importance économique de 30% plus élevée en termes relatifs, par unité.

En 1929, les Etats-Unis avaient, en proportion, deux fois plus d'entreprises produisant pour un million de dollars et plus que le Canada, mais ces entreprises ne représentaient que 57% de l'importance économique par unité des entreprises canadiennes de cette catégorie. Ces chiffres montrent, par conséquent, que pendant que le Canada tirait de l'arrière par rapport au nombre proportionnel des grandes entreprises⁴, l'importance économique des grandes entreprises au Canada prises séparément, par rapport aux entreprises américaines, s'est accrue de manière significative, alors que leur degré de contrôle sur la production totale allait de pair avec celui des entreprises américaines.

En utilisant les critères dont s'est servi Lénine pour montrer la concentration de la production aux Etats-Unis, on voit que le Canada connaissait une concentration comparable et qu'en réalité, au Canada, un plus petit nombre d'entreprises qu'aux Etats-Unis dominaient la vie économique du pays!

Bien que Lénine ne donne pas de renseignements supplémentaires concernant les autres pays capitalistes avancés, les rédacteurs de *New Data for Lenin's «Imperialism»* fournissent des données pour la France et le Japon⁵. Cela nous permettra de faire également la comparaison entre le Canada et ces pays.

Nous pouvons constater que de toute évidence la production était passablement plus concentrée au Canada qu'en France.

Dans le cas du Japon, la statistique n'est présentée que pour les entreprises occupant cinq ouvriers et plus. Du fait que les statistiques canadiennes considèrent également les entreprises de cinq ouvriers et plus, une comparaison est donc possible.

	Etats-Unis 1904	Canada 1905	Etats-Unis 1909	Canada 1910	Etats-Unis 1914	Canada 1915	Etats-Unis 1923	Canada 1922	Canada 1925	Etats-Unis 1929	Canada 1930
Entreprises ayant une production annuelle de plus de \$1 million											
Pourcentage du total des entreprises	0,9%	0,63%	1,1%	0,52%	1,4%	0,94%	5,3%	1,8%	2,2%	5,6%	2,7%
Pourcentage de la production totale	38%		43,8%	31,0%	48,8%	46,4%	66,3%	51,2%	55,4%	69,3%	59,0%

	France 1906*	Canada 1905	France 1921	Canada 1922	France 1926	Canada 1925
Entreprises occupant 50 ouvriers et plus par rapport à l'ensemble des entreprises	0,38%	0,63%	0,72%	1,80%	0,94%	2,20%
Pourcentage de la force ouvrière totale utilisée par ces entreprises	30,6%		41,3%	51,2%	45,1%	55,4%

* Alsace-Lorraine non incluses en 1906

	Japon 1914	Canada 1915	Japon 1926	Canada 1925	Japon 1931	Canada 1930
Pourcentage des entreprises employant 50 ouvriers ou plus, par rapport aux entreprises occupant 5 ouvriers ou plus	10,0	21,2	10,0	2,2	8,5	2,2
Pourcentage de la force ouvrière totale employée dans ces entreprises	61,4	-	69,0	76,1	64,3	76,8

Au Canada, les grandes entreprises constituaient un pourcentage plus élevé du total des entreprises qu'au Japon, mais elles avaient moins d'importance, par unité et relativement, pour ce qui est du nombre d'employés par entreprise.

En comparant la concentration de la production au Canada au début du XXe siècle, à celle dans les autres pays capitalistes avancés, il devient évident que le Canada n'a pas échappé au processus de concentration de la production que Lénine considérait si prédominant.

Naturellement, il résulte de ce genre de comparaison deux considérations à la lumière des « théories » en vogue au sujet du Canada.

La première, c'est que, historiquement, le Canada avait une économie d'étaples (staples economy) fondée sur l'exportation et le secteur primaire, et que le Canada n'était pas, à ce moment, d'une manière « caractéristique », un pays industriel. Nous parlerons plus loin de la théorie des étaples et de ses diverses variantes « marxistes », mais ici nous voulons faire remarquer qu'en 1915 l'industrie secondaire représentait 72% de la production industrielle totale. De 1870 à 1920, la production manufacturière s'est accrue de 15,3 fois. Cela est plus du double du taux de croissance de l'agriculture et plus du triple du taux de croissance du secteur forestier. L'industrie secondaire dans son ensemble (fabrication et construction) a été multipliée par 16,2, tandis que le secteur primaire (comprenant l'agriculture, les mines, les pêcheries, la trappe, le secteur forestier) a été multiplié par 7,14^e.

L'industrie manufacturière représentait 36,3% en 1870 et 55,4% en 1920 du total de l'apport combiné de l'industrie et de l'agriculture au P.N.B. Cela représente un changement encore

plus considérable si l'on tient compte de l'extraordinaire «boom» du blé du début du XXe siècle au Canada.

Quoiqu'il reste beaucoup à faire afin d'analyser en profondeur le cheminement du Canada vers une économie industrielle, ce que nous avons vu c'est que, durant la période dont il est question, il ne peut y avoir de doute que le Canada a développé une économie de production industrielle. Nous analysons la concentration dans les secteurs dominants d'une économie diversifiée, et non l'économie d'un quelconque arrière-pays homogène. Bien que le Canada soit un pays beaucoup plus petit, économiquement parlant, que les autres pays capitalistes avancés qui sont mentionnés ici, son développement économique a obéi aux mêmes lois du capitalisme que les autres pays. A partir de cette démonstration, il ne peut y avoir de doute que le Canada a suivi le même processus que Lénine a décrit en ces mots: **«Le développement intense de l'industrie et le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constituent une des caractéristiques les plus marquées du capitalisme»**. (Ibid., p. 12) Le Canada, en dépit de ceux qui voudraient qu'il en ait été autrement, n'a pas été une exception à la règle, il s'est développé, historiquement, comme l'ont fait les autres pays capitalistes avancés, et dans la même période de temps.

Un autre problème à considérer, c'est de savoir si ce processus résultait de la pénétration impérialiste de capitaux soit britanniques, soit américains, et non pas de l'accumulation et de la concentration du capital du pays. Il sera traité du rôle du capital britannique et américain au Canada à divers moments dans cette étude, d'une manière générale; ce sera aussi le sujet d'études particulières. Pour le moment, nous voulons avancer la preuve qui démontrera que le processus de concentration au Canada fut *principalement*, bien que certainement pas d'une manière exclusive, le fait de la bourgeoisie canadienne.

Dans le cas de l'Angleterre, il est bien connu que les Britanniques avaient des investissements très considérables au Canada. En 1900, 85% du capital étranger investi au Canada était britannique, contre 14% seulement qui était américain. La plupart des investissements britanniques étaient des investissements de portefeuille. La répartition précise des investissements directs et de portefeuille n'est pas disponible avant 1926⁷. En 1926, 15% seulement des investissements britanniques étaient des investissements directs. Puisque la proportion du capital britannique investi directement s'est accrue constamment depuis lors, il est tout à fait raisonnable d'estimer que cette proportion va en décroissant si l'on remonte dans le temps. Ceci montre

qu'alors que l'impérialisme britannique retirait d'immenses surprofits de ses investissements, ces impérialistes, au début du XXe siècle, se sont pour beaucoup contentés de la tonte des coupons et de laisser le contrôle — et par conséquent la concentration du capital — à la bourgeoisie canadienne.

En fait, en 1914, il n'y avait au Canada que 20 «filiales d'entreprises» britanniques, contre 453 filiales d'entreprises américaines.⁸

Dans le cas de l'impérialisme américain, il y a peu de doute que le capital américain a joué un rôle significatif dans la concentration et la monopolisation du capital au Canada.

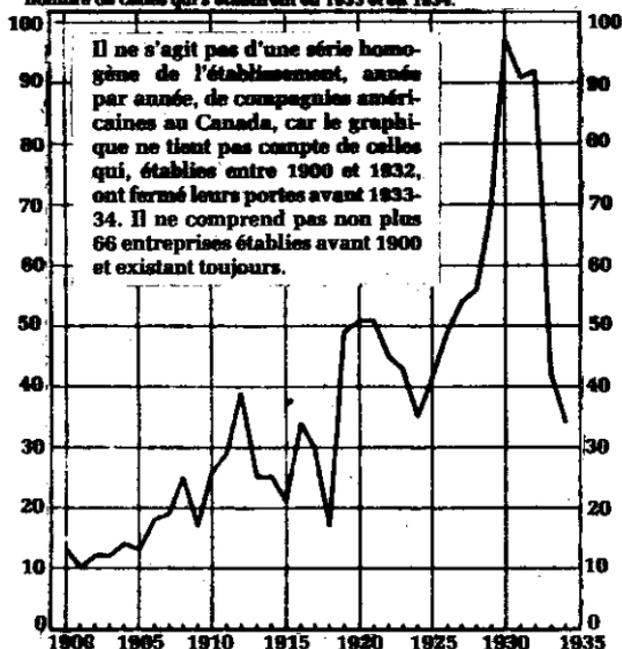
Il est fondamental de comprendre le rôle de l'impérialisme américain au Canada, si l'on veut comprendre le développement du capitalisme au Canada; nous en traiterons donc dans cet ouvrage et dans ceux à venir. Nous voulons montrer, à ce moment-ci, que même si le capital américain a contribué de façon significative à la concentration de la production au Canada, il n'a pas été à la tête de ce processus. Le capital américain ne fut pas la force motrice de la concentration. La concentration de la production au Canada fut plutôt le phénomène de l'économie industrielle grandissante du Canada, suivant les lois du capitalisme; d'une manière prédominante, mais pas exclusivement, ce phénomène fut accompli par la bourgeoisie canadienne. En fait, l'impérialisme américain n'a entrepris sa grande poussée au Canada que bien après que le processus de concentration eut atteint le palier que Lénine jugeait symptomatique de la transformation du capitalisme de libre concurrence en capitalisme monopoliste.

Nous pouvons constater cela au niveau du «macro-économique», à l'aide de plusieurs indicateurs.

Pour ce qui est du nombre de compagnies opérant au Canada, et qui étaient propriété américaine, le graphique suivant indique que la poussée ne s'est pas produite avant la fin des années vingt (1920) et qu'elle s'est effondrée avec la crise (tout comme l'économie canadienne).

ENTREPRISES AMÉRICAINES AU CANADA

Répartition, pour les années 1900 à 1932, selon l'année d'établissement, du nombre total de ces entreprises existant au 31 déc. 1932; et nombre de celles qui s'établirent en 1933 et en 1934.



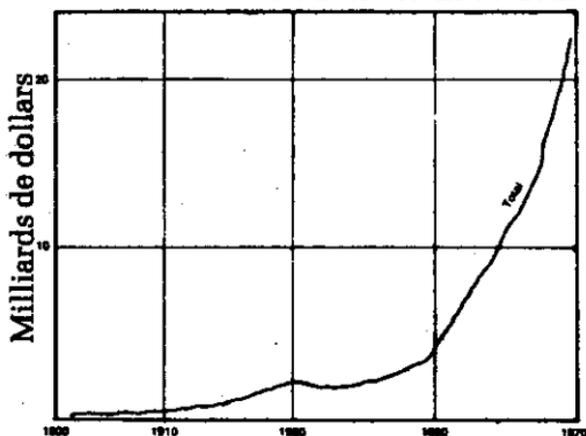
«Au tournant du siècle, probablement plus d'une centaine de compagnies au Canada étaient contrôlées par, ou clairement affiliées à des compagnies américaines»⁹. A ce moment, il y avait environ 14,600 compagnies manufacturières au Canada¹⁰. Bien que les chiffres classant les compagnies américaines par secteur ne soient pas compilés avant 1926, si nous supposons que la proportion de ces compagnies qui étaient du secteur manufacturier était la même qu'en 1926, cette proportion serait de 51%¹¹. Puisque la proportion des compagnies manufacturières par rapport au total des compagnies s'est accrue tout au long du siècle, elle était probablement inférieure à 50%, mais même selon cette hypothèse, ça représente seulement 0,34% de compagnies manufacturières contrôlées par le capital américain en 1900. Mais «ni la guerre ni la dépression ne fut en mesure de stopper le mouvement (du nombre croissant de firmes américaines — UB) et à la fin de 1934 la liste s'était allongée jusqu'à plus de 1350 compagnies».¹²

Au Canada, il y avait 22,500 compagnies manufacturières en 1930 et 24,500 en 1936¹³. En 1932, sur 1,177 compagnies américaines, 690 étaient des entreprises manufacturières¹⁴. Si nous comparons à cela les chiffres pour 1930, nous atteignons un total de 3,1% — ce qui est une augmentation importante par rapport à 1900 mais ne constitue toujours qu'une faible proportion. Ce qui doit surtout nous importer ici, c'est évidemment la taille des

En 1932, les compagnies sous contrôle américain, réalisaient 23,73% de la production manufacturière¹⁵. Il est évident que la majeure partie de la production industrielle au Canada durant le premier quart de siècle fut réalisée par la bourgeoisie canadienne. 90% du capital utilisé et 75 à 80% de la production des sociétés manufacturières sous contrôle américain étaient sous l'emprise de 14% de ces compagnies¹⁶. Ceci veut dire que 110¹⁷ compagnies américaines effectuaient 18% de la production industrielle au Canada.

Ce que nous voulons établir ici, c'est que la concentration de la production au Canada au début du XXe siècle ne résultait pas, de manière prédominante, des investissements américains. Malheureusement, nous ne disposons pas pour avant 1932 de statistiques détaillées sur cette question. Cela dépasserait toutefois les paramètres de cette étude que d'aller bien au-delà du cadre temporel de *L'impérialisme de Lénine* et en particulier, au-delà de 1928, moment de la prise de position du Comintern sur le Canada. C'est aussi un point de rupture « naturel » ans l'étude du Canada, parce que c'est à la fin des années '20 et après que le premier décollage de la pénétration américaine se produit (le second survenant après la deuxième guerre mondiale). Le graphique suivant sur les investissements américains directs au Canada illustre ce phénomène dans le temps.

Investissements directs américains au Canada



Source: E. R. Barlow et Ira Wender, *Foreign Investment and Taxation* (Englewood Cliffs, N. J.: Prentice-Hall, 1955), p. 11 et *Survey of Current Business*, diverses livraisons.

Le rapport entre la pénétration de l'impérialisme américain et le développement du capitalisme au Canada sera le thème central de travaux ultérieurs, mais pour les fins de cette étude nous voulons démontrer qu'au moment de la première «poussée» de la pénétration américaine, le Canada était déjà un pays impérialiste avec sa propre bourgeoisie capitaliste financière. Ce qui est fondamental à toute thèse de cet ordre c'est la concentration de la production dans une économie industrielle effectuée de façon prédominante par une bourgeoisie indigène.

L'information fournie plus haut établit certainement que le niveau de concentration au Canada était comparable à celui des pays capitalistes monopolistes de l'époque et que cette concentration a pris place dans une économie industrielle, et s'est effectuée de façon prédominante par une bourgeoisie indigène.

A propos du niveau de concentration de la production dans les pays avancés (un niveau comparable à celui du Canada), Lénine a observé: «on voit par là que la concentration, arrivée à un certain degré de son développement, conduit d'elle-même, pour ainsi dire, droit au monopole. Car quelques dizaines d'entreprises géantes peuvent aisément s'entendre, et, d'autre part, la difficulté de la concurrence et la tendance au monopole naissent précisément de la grandeur des entreprises. Cette transformation de la concurrence en monopole est un des phénomènes les plus importants — sinon le plus important — de l'économie du capitalisme moderne. (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ELE, p. 14)

Il faut comprendre qu'une analyse marxiste du capitalisme voit le capitalisme se développer selon des lois. Donc, comme Lénine l'a correctement observé, la formation de base du capitalisme monopoliste repose dans le fait même de la concentration, que «la grandeur des entreprises» donne naissance au monopole. Ce n'est pas une question de «politique» des capitalistes si le monopole se développe, même s'ils adoptent certainement des politiques pour aider le processus, ce sont les lois du capitalisme. Nous aurons maintes occasions de revenir sur ce point parce que le point de vue kautskyste du capitalisme c'est que les capitalistes poursuivent ou ne poursuivent pas des «politiques» impérialistes. Ce point de vue est au coeur de la plupart des soi-disant théories «marxistes» sur le développement du capitalisme au Canada.

Lénine a observé:

Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait son *Capital*, la libre concurrence apparaissait à l'immense majorité des économistes comme une «loi de la nature». La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'oeuvre de

Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. (Ibid., p. 18)

Au Canada il y en a plusieurs qui tentent de «tuer l'oeuvre de Marx» et Lénine en niant l'application des lois du capitalisme au Canada ou en essayant de les transformer en quelque analyse exceptionnaliste. Nous aurons maintes occasions de commenter ces théories erronées, mais nous pouvons noter ici au sujet de ces économistes ce que Lénine a noté au sujet des économistes de son temps: «**Maintenant, le monopole est devenu un fait. Les économistes accumulent des montagnes de livres pour en décrire les diverses manifestations, tout en continuant à déclarer en chœur que le 'marxisme est réfuté'**» (ibid., p. 18).

Au Canada avec une augmentation des publications subventionnées par le gouvernement, il se développe des montagnes de travaux qui «en (le monopole) **décri(vent) les diverses manifestations**» au Canada. Nous avons eu des études du sujet qui s'étendent depuis les études bourgeoises comme celle de Peter Newman, *The Canadian Establishment*, jusqu'aux travaux d'académistes de «gauche» comme Wallace Clement (*The Canadian Corporate Elite*) et de pseudo-marxistes comme Tom Naylor (*The History of Canadian Business 1867-1914*). Ce qui est commun à tous ces savants mais plus particulièrement à Naylor, c'est le profond anti-léninisme et la reconnaissance en paroles d'une nuance de marxisme. Ces études et plusieurs autres présentent une montagne de données et plusieurs points de vue sur les aspects spécifiques du développement économique canadien qui vont comme un gant à la théorie marxiste-léniniste de l'impérialisme; mais elles refusent d'en venir à la conclusion et, à la place, elles manipulent ces données pour forcer la conclusion selon laquelle le Canada n'a jamais été et ne sera jamais un pays impérialiste.

Nous essaierons, comme Lénine l'a fait, de démontrer avec les ressources et opinions mises de l'avant par ces économistes — ainsi qu'avec nos propres contributions — que l'Internationale Communiste était fort juste quand elle a mis de l'avant que le Canada est un pays impérialiste. Nous montrerons ensuite la base de classe et le but de ces théories et nous analyserons leur répercussion dans le mouvement marxiste-léniniste au Canada.

Comme Lénine l'affirme:

Mais les faits sont têtus, comme dit le proverbe anglais, et, qu'on le veuille ou non, on doit en tenir compte. Les faits montrent que les différences existant entre les pays capitalistes, par exemple, en matière de protectionnisme ou de

libre-échange, ne déterminent que des variations insignifiantes dans la forme des monopoles ou dans la date de leur apparition, tandis que la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme. (Ibid., p. 18)

Les faits montrent que le Canada ne fait pas exception à la règle. Jusqu'ici nous avons présenté des faits d'une nature très générale — nous avons pris la température générale de l'époque. Mais maintenant nous allons rechercher la cause de cette hausse de «température», i.e. la concentration et la monopolisation. En considérant de façon spécifique («micro-économique») le développement de ce processus au Canada, en utilisant les mêmes termes et le même cadre temporel que Lénine, nous espérons établir notre position de façon encore plus claire.

Lénine affirme: «Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est définitivement substitué à l'ancien: c'est le début du XXe siècle.» (Ibid.) Lénine continue en citant un long passage d'un économiste bourgeois qui souligne le processus historique et il en tire quelques conclusions. (A cause de son importance, nous le reproduisons dans son entier.)

On lit dans un des travaux récapitulatifs les plus récents sur l'histoire de «la formation des monopoles:

L'époque antérieure à 1860 peut fournir quelques exemples de monopoles capitalistes; on peut y découvrir les embryons des formes, désormais si familières; mais tout cela appartient indéniablement à la préhistoire des cartels. Le vrai début des monopoles modernes se situe, au plus tôt, vers les années 1860-1870. La première période importante de leur développement commence avec la dépression industrielle internationale des années 1870-1880, et va jusqu'au début des années 1890. Si l'on examine la question à l'échelle européenne, le développement de la libre concurrence atteint son apogée entre 1860 et 1880. L'Angleterre avait achevé de construire son organisation capitaliste ancien style. En Allemagne, cette organisation s'attaquait puissamment à l'artisanat et à l'industrie à domicile et commençait à créer ses propres formes d'existence.

Le grand revirement commence avec le krach de 1873 ou, plus exactement, avec la dépression qui lui succéda et qui — avec une interruption à peine perceptible aussitôt après 1880 et un essor extrêmement vigoureux mais court vers 1889 — remplit vingt-deux années de l'histoire économique de l'Europe.» «Pendant la courte période d'essor de 1889-1890, on se

servit dans une notable mesure du système des cartels pour exploiter la conjoncture. Une politique irréfléchie fit monter les prix avec encore plus de rapidité et de violence que cela n'aurait eu lieu en l'absence de cartels; ces derniers s'effondrèrent presque tous lamentablement «dans la fosse du krach». Cinq années de mauvaises affaires et de bas prix suivirent, mais l'état d'esprit n'était plus le même dans l'industrie. La dépression n'était plus considérée comme une chose allant de soi, on n'y voyait plus qu'une pause avant une nouvelle conjoncture favorable.

La formation des cartels entra ainsi dans sa deuxième phase. De phénomène passager qu'ils étaient, les cartels deviennent une base de toute la vie économique. Ils conquièrent un domaine après l'autre, mais avant tout celui de la transformation des matières premières. Déjà au début de la période 1890-1900, ils avaient élaboré, en constituant le syndicat du coke sur le modèle duquel est organisé celui du charbon, une technique des cartels qui, au fond, n'a pas été dépassée. Le grand essor de la fin du XIXe siècle et la crise de 1900-1903 se déroulent — tout au moins dans l'industrie minière et sidérurgique — pour la première fois entièrement sous le signe des cartels. Et si cela apparaissait encore, à l'époque, comme quelque chose de nouveau, c'est maintenant une vérité d'évidence, pour l'opinion publique, que d'importants secteurs de la vie économique échappent, en règle générale, à la libre concurrence.

Ainsi, les étapes principales de l'histoire des monopoles peuvent se résumer comme suit: 1) Années 1860-1880: point culminant du développement de la libre concurrence. Les monopoles ne sont que des embryons à peine perceptibles. 2) Après la crise de 1873, période de large développement des cartels; cependant, ils ne sont encore que l'exception. Ils manquent encore de stabilité. Ils ont encore un caractère passager. 3) Essor de la fin du XIXe siècle et crise de 1900-1903: les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme. (Ibid., pp. 18-19-20)

Même si nous allons examiner tout le processus au Canada assez en détails, il peut être utile de citer la conclusion de Naylor au sujet de cette période.

La structure industrielle du Canada jusque dans les années 1890 était passablement traditionnelle. Les petites entreprises, souvent à orientation locale, sont typiques de la plupart des industries. Plusieurs des secteurs industriels de biens de consommation en particulier sont sévèrement saturés. Durant la phase déflationnaire du long cycle, le

résultat fut que les marges de profits furent comprimées et on assista à des efforts vigoureux, souvent infructueux, de cartellisation. Il était difficile de maintenir les cartels et le partage des profits pendant une période de déflation séculière, car la baisse des coûts encourageait les firmes à rompre les rangs et à commencer à couper leurs prix. Durant cette période des fusions furent parfois tentées comme méthode pour contrer la concurrence; mais elles sont relativement peu nombreuses et peu fréquentes, en partie à cause des effets de la déflation, et en partie parce que le marché canadien des capitaux n'offrait aucune perspective pour l'échange des valeurs industrielles. Lorsque la phase inflationnaire commença, la monopolisation s'accéléra. De 1896 à 1907, de nombreuses nouvelles fusions eurent lieu, principalement entre firmes participantes. Car l'inflation séculière signifiait que la capacité antérieure de damer le pion à ses concurrents en coupant les prix était restreinte par la perspective de l'accroissement des coûts. Après 1907, quand la stabilité des tarifs fut assurée et les conditions du marché des capitaux grandement améliorées, une nouvelle vague de fusions devenait possible. La perspective d'une inflation continue encouragea d'énormes opérations consistant à couper d'eau les actifs; les prix inflationnaires qu'on devait payer pour acheter les diverses composantes des fusions, devaient être récupérés en partie par le seul mécanisme de l'inflation, et en partie par l'exploitation du monopole ainsi créé — dont les prix de monopole croissants nourrissaient en retour l'inflation. Soutenue par des achats britanniques de valeurs industrielles, la vague de fusions créa une structure industrielle entièrement dépendante des tarifs qui allaient permettre aux fusions des taux de profit suffisants pour payer les intérêts et les dividendes sur leur capital coupé d'eau.¹⁸

Laissant de côté, pour le moment, les interprétations erronées de Naylor sur les causes de tout cela, peut-on douter le moins qu'il parle ici du même phénomène général, se situant à la même époque, que l'étude de Lénine?

Wallace Clement, un autre partisan du «naylorisme», signale que:

entre 1879 et la première guerre mondiale, la structure industrielle du Canada subit de grandes transformations, passant d'une première période caractérisée par l'existence de petites entreprises au capital moyen de mille à deux mille dollars, à une autre caractérisée par des entreprises à capital conjoint et par le développement du capitalisme corporatif.¹⁹

Pour Lénine, le point nodal de la transformation de la concentration en tant que quantité en impérialisme en tant que qualité, c'est lorsque **«les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme»**. (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ELE, p. 20) Logiquement, la question suivante serait: est-ce que les cartels sont devenus **«une des bases de la vie économique tout entière»** au Canada?

Lénine décrit les cartels comme suit:

Les cartels s'entendent sur les conditions de vente, les échéances, etc. Ils se répartissent les débouchés. Ils déterminent la quantité des produits à fabriquer. Ils fixent les prix. Ils répartissent les bénéfices entre les diverses entreprises, etc. (Ibid)

Naylor signale que: «Les associations d'employeurs constituèrent la base la plus importante de la cartellisation. Cette organisation créée nominale-ment à des fins aussi courantes que les pressions sur l'établissement des tarifs et la standardisation de la qualité devint rapidement une association qui fixait les crédits offerts aux clients; de là, logiquement, devait découler un système formel de fixation des prix. Le contrôle de la quantité et la mise en commun des profits s'ensuivirent souvent.»²⁰

Lénine continue en donnant des chiffres pour l'Allemagne. «**Le nombre des cartels, en Allemagne, était estimé à 250 environ en 1896 et 385 en 1905, englobant près de 12000 établissements. Mais tous s'accordent à reconnaître que ces chiffres sont inférieurs à la réalité.**» (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Ibid., pp. 20-21)

Le ministère du Travail du Canada publia en 1905 une liste de 200 entreprises semblables. Quatre-vingt d'entre elles s'étaient formées aussi tôt que 1901. Il ne s'agissait évidemment que d'une liste incomplète.²¹ Etant donné que ces statistiques se basaient sur un questionnaire libre soumis à la bourgeoisie, beaucoup n'en tinrent pas compte et on admit à l'époque que beaucoup l'avaient classé au panier.²²

Même si les statistiques canadiennes et allemandes sont en-dessous de la vérité, on peut sommairement estimer qu'en Allemagne, en 1905, il y avait 1.2 cartel sur 100 industries, alors qu'au Canada il y avait 1.3 cartel sur 100 industries.²³

Lénine signale qu' «**Il n'est pas rare de voir les cartels et les trusts détenir 7 ou 8 dixièmes de la production totale d'une branche d'industrie.**» (Ibid., p. 21)

Les marchands de charbon des villes importantes du Canada central étaient réunis dans un cartel puissant.²⁴ En fait, des combinats commerciaux existaient partout depuis les marchands d'oeufs, jusqu'aux marchands d'horlogerie, et aux entrepreneurs de pompes funèbres.²⁵

L'industrie du coton passa à travers de nombreuses cartellisations et fusions jusqu'en 1904, date où les plus grandes industries de coton se trouvèrent fusionnées dans la Dominion Textiles Co. Ltd.²⁶

En 1879 on forma l'Association des manufacturiers d'instruments agricoles de l'Ontario (Ontario Agricultural Implement Manufacturer's Association).²⁷

La Guilde des épiciers du Dominion (Dominion Grocers Guild), remontant au début des années 1880, comptait, en 1887, 95% des épiciers en gros de l'Ontario et du Québec sous son contrôle, en plus des ententes avec les producteurs qui favorisaient les membres du cartel.²⁸ A la suite d'un certain nombre d'échecs dûs à des sursauts de concurrence et de réorganisations subséquentes, la Guilde, au début des années 1900, s'étendait d'un océan à l'autre.²⁹

Evidemment cela entraîna la naissance d'une Association des épiciers au détail (Retail Grocer's Association) et la formation d'un cartel des raffineurs de sucre.³⁰

L'industrie des matières premières était largement cartellisée. En 1869 les raffineurs de pétrole formèrent un cartel de même que les propriétaires des puits.³¹ En 1885, l'industrie du charbon forma un cartel.³² En 1871, l'industrie du sel fut cartellisée.³³ Dans l'industrie du bois il y eut un certain nombre de cartels³⁴, de même que dans les mines, les raffineries, etc...³⁵

Dans l'industrie de la transformation des aliments il y eut des cartels dans le sucre³⁶, les moulins de farine d'avoine (1886)³⁷, les moulins de farine (1881)³⁸, l'emballage du porc et les distributeurs en gros (1879)³⁹, l'emballage des fruits et légumes (1883)⁴⁰, l'emballage du poisson (1897)⁴¹, et l'industrie du tabac (1900).⁴²

Dans l'industrie du fer et de l'acier, on vit les cartels suivants: l'Association canadienne des fonderies de fer (Canadian Iron Founders' Association) (1867)⁴³, l'Association du fil barbelé (The Barbed Wire Association) (1872)⁴⁴, et l'Association canadienne du fer et de l'acier (Iron and Steel Association of Canada).⁴⁵

Dans le secteur de la production des biens de consommation, il y eut de nombreux cartels, celui des fabricants de papier⁴⁶, celui des fabricants de meubles⁴⁷, celui des fabricants de bicyclettes⁴⁸, des fabricants de souliers et de bottes, des tanneurs, des fabricants de produits du bois⁴⁹, etc....

Quoique les chiffres varient, ces cartels dominèrent l'économie canadienne, contrôlant très souvent 100% «de la production totale d'une branche d'industrie». Même Naylor, sans le savoir, définit le Canada exactement selon la théorie de l'impérialisme de Lénine lorsqu'il affirme que «les cartels et les fusions se retrouvent dans pratiquement tous les secteurs de l'industrie canadienne avant les grandes vagues de fusion qui se produisent après 1907».⁵⁰

Au sujet du Canada, nous pouvons conclure sans aucun doute que **«les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme.»**

En ce qui concerne le développement du système des cartels, les cartels canadiens ont connu une voie de développement très semblable à celle des cartels européens. Au début c'est clairement la libre concurrence qui domine et **«les monopoles ne sont que des embryons à peine perceptibles»**.

L'industrie du coton au Canada présente un bon exemple de ce qui s'est passé. L'industrie du coton connaissait une concurrence intense et cela engendrait des déficits chroniques. Comme nous l'avons vu selon Lénine, **«après la crise de 1873, (une) période de large développement des cartels»** eut lieu. En ce qui concerne l'industrie canadienne du coton, il s'agit de la crise de 1883. Un certain nombre de moulins étaient lourdement endettés auprès des banques et celles-ci posèrent comme condition à l'octroi de nouveaux crédits, la cartellisation.⁵¹ On arriva à un accord concernant **«la quantité des produits à fabriquer»**, mais l'accord fut rapidement rompu. Comme Lénine l'indique, **«ils manquent encore de stabilité. Ils ont un caractère passager»**. On reforma le cartel sur une base plus solide, en une association définitive, connue sous le nom de Cotton Manufacturers' Association (Association des manufacturiers du coton), dotée d'une autorité gestionnaire, d'un système de pénalités face à la transgression des règles et l'émission de bons par les firmes participantes.⁵² L'industrie connut encore des conditions chaotiques et le cartel s'effondra encore une fois, mais en 1886, on tint une autre conférence pour cartelliser l'industrie⁵³, qui se termina à nouveau par un échec. Cependant, en 1887, on s'entendit pour fixer les prix.⁵⁴ Seize des 18 moulins se joignirent au cartel⁵⁵, mais celui-ci s'effondra encore en 1888.⁵⁶ Après une autre période de concurrence intense, de baisse des prix et de faillite, on reforma un nouveau cartel en 1890 qui fixait les prix et la production.⁵⁷

La preuve fournie par Lénine indique que les cartels fonctionnent bien en périodes d'expansion, mais qu'ils se désintègrent en périodes de dépression. (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ELE, p. 19) Telle était la situation de l'industrie du coton.

L'industrie du coton illustre bien la difficulté de maintenir un cartel dans un secteur surpeuplé pendant une période de déflation séculaire. Aussi longtemps que les coûts et les prix sont en général à la baisse, la tentation de rompre les rangs et de couper les prix est considérable; pendant une période d'inflation constante la probabilité de telles ruptures se réduit considérablement.⁵⁸

La réponse de l'industrie fut la fusion — la cartellisation maximale.

En 1890 A. F. Gault et David Morrice, dirigeants du cartel, fusionnèrent sept moulins de coton et fondèrent la Dominion Cotton Mills Ltd. En 1892 sept autres moulins fusionnèrent pour devenir la Canada Coloured Cotton Ltd.⁶⁰ Il était de mauvais augure pour l'avenir que la Banque de Montréal fournisse le financement.⁶⁰ Ces deux entreprises, avec la Banque de Montréal, tentèrent d'écraser les autres moulins. La Dominion Cotton et la Banque de Montréal écrasèrent la Canada Coloured Cottons lors de la «guerre de la flanelle».⁶¹

La troisième période que Lénine identifie est celle-ci: «**Essor de la fin du XIXe siècle et crise de 1900-1903: les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière**». C'est en 1904 que ceci s'est réalisé dans l'industrie du coton avec la fusion des plus importantes industries de coton dans la Dominion Textiles Co. Ltd., qui est, aujourd'hui encore, une des plus grandes compagnies du Canada. La formation de la Dominion Textiles, contrairement aux fusions précédentes, fut entièrement organisée par un syndicat de financiers extérieurs à l'industrie du coton, par l'intermédiaire du Royal Trust, une façade bien connue de la Banque de Montréal. Dès que ce syndicat prit l'affaire en main, des dividendes de 89% furent payés. L'investissement original du syndicat était de \$500,000., mais ils «coupèrent d'eau» leurs actifs et les évaluèrent à \$4.5 millions, remis aux administrateurs.⁶²

Evidemment, pour payer des dividendes sur le «capital investi» — \$4.5 millions! — et faire en sorte que Dominion Textiles demeure un investissement «profitable», il fallait hausser les prix! En 1906 Dominion Textiles demanda à la Commission d'enquête sur les tarifs une plus grande protection afin de payer des salaires plus élevés et de garder les ouvriers du textile au Canada.⁶³ En 1907 Dominion Textiles réduisit les salaires de 10% pour augmenter les dividendes. Le Canada jouissait clairement des joies du capitalisme monopoliste!

Le modèle de l'industrie du coton est typique du Canada de cette époque. Industrie après industrie, au Canada, selon les mots de Lénine, «**ce n'est plus la lutte concurrentielle entre les petites et les grandes usines, les entreprises techniquement arriérées et les entreprises techniquement avancées. C'est l'étouffement par les monopoles de ceux qui ne se soumettent pas à leur joug, à leur arbitraire.**» (Ibid., p. 26)

A partir de 1907, la bourgeoisie, pour contrer la crise grandissante et l'anarchie de l'économie canadienne, entreprit un extraordinaire mouvement de fusions. En vue d'échapper, au sein

des cartels, à l'anarchie inhérente à la concurrence, la bourgeoisie essaya de fusionner la plus grande partie possible de l'économie dans des corporations dont la propriété et l'administration étaient unifiées. Comme Lénine l'indique, «et les crises (de toute espèce, le plus souvent économiques, mais pas exclusivement) accroissent à leur tour, dans de très fortes proportions, la tendance à la concentration et au monopole». (Ibid., p. 30) Comme nous l'avons vu dans le cas du Canada, les cartels ne pouvaient tout simplement pas éliminer la concurrence, particulièrement en période de crise économique. Donc les capitalistes sont forcés de trouver des formes plus développées de concentration monopoliste.

Comme l'a dit un homme d'affaires canadien en 1891: «Les hommes entrent en affaires pour gagner leur vie. Il y a souvent des événements qui les gênent sérieusement dans leur projet. Le plus important de tous c'est la concurrence.»⁶⁵ Comme le *Retail Merchants' Journal* (Revue des marchands au détail) l'indiquait en 1907, «il est bien connu de la plupart des hommes d'affaires au Canada, que des ententes sont maintenant conclues dans beaucoup de secteurs du commerce pour empêcher une concurrence inégale et ruineuse... et aussi pour régulariser et stabiliser le commerce, comme un balancier».⁶⁶ Dès 1887, le *Journal of Commerce* affirmait qu'«il y a peu de branches commerciales, dans ce pays ou n'importe quel autre, qui ne sont pas représentées par des associations qui cherchent à empêcher une concurrence ruineuse».⁶⁷

Ces associations ou cartels ne pouvaient supporter eux-mêmes, comme nous l'avons vu, le poids de la concurrence, et les bourgeois canadiens (ou ceux qui étaient en position de le faire, comme nous verrons plus loin) en vinrent donc à des choses plus grosses et meilleures. «Les associations de commerce cédèrent le pas à des holdings et à des fusions organiques, au XXe siècle.»⁶⁸

Entre 1909 et 1912, 275 entreprises, dont beaucoup compétaient parmi les plus grosses au Canada, virent leur nombre se réduire à 58.⁶⁹ Cela fait partie, bien entendu, de la tendance irréversible de l'histoire canadienne. «Depuis 1900, près de cinq mille grandes compagnies canadiennes sont disparues, soit par des fusions, soit parce qu'elles ont été achetées. Parmi les résultats les plus frappants de mariage de corporations, on trouve Acklands, Canada Cement Lafarge, Carling O'Keefe, Dominion Textiles, Jannock, Domtar, Molson Companies, Neonex, Noranda, Stelco et Standard Brands. A part les banques à charte et le CDC, il ne reste maintenant que cinq importantes sources d'investissements: Argus Corp., Power Corp, Cemp Investments, Brascan et Canadian Pacific Investments».⁷⁰

La base de cette extraordinaire concentration et monopolisation de la production et du capital, se situe au début du vingtième siècle. Nous avons déjà vu comment Dominion Textiles est né durant cette période; regardons maintenant ailleurs. «Les années 1909-12 furent marquées particulièrement par des fusions dans l'industrie lourde. Canada Cement, Amalgamated Asbestos, Canadian Car and Foundry, Dominion Steel Corporation et The Stelco Company of Canada, datent de cette époque. Mais d'importantes fusions ont lieu aussi dans l'industrie textile, les brasseries, les minoteries et le papier; presque chaque secteur industriel au pays est touché». ⁷¹

Même Naylor dit que «la nouvelle vague de fusions embrassa chaque secteur de l'activité industrielle, des canneries aux fabriques de chaussures, en passant par le fer et l'acier». ⁷²

Il était courant à l'époque de voir des fusions comme celle de la Canadian Canneries qui devint Dominion Canneries en absorbant 24 entreprises plus petites, ce qui lui donnait à peu près 85% de l'industrie de la conserve au Canada. Cette fusion obligea la Wholesale Grocers' Guild (la Guilde des épiciers en gros) à «travailler en harmonie» avec Dominion Canneries. ⁷³ Auparavant les grossistes, structurés dans un cartel très efficace, avaient partagé la direction du secteur avec les producteurs, comme les canneries. Mais la concentration et la monopolisation redonna aux canneries le poste de commande.

L'entreprise dominante dans le domaine de la chaussure constitue un autre exemple. La Canadian Consolidated Felt Co. absorba ses principaux concurrents, Ames-Holden et McCready, s'assurant le contrôle de la presque totalité du marché de la chaussure. ⁷⁴ D'autres secteurs comme les minoteries ⁷⁵, l'emballage de la viande, le bois ⁷⁶, le ciment ⁷⁷, entre autres, connurent d'importantes fusions.

Le rôle central de l'acier dans le développement capitaliste moderne est bien connu, et le Canada ne fait pas exception. «Entre 1901 et 1911, la sidérurgie ainsi que les industries de transformation s'y rattachant, devint l'industrie canadienne la plus avancée. La production d'acier sauta de 29,000 à 882,000 tonnes par année, celle de la fonte de 252,000 à 923,000 tonnes.» ⁷⁸ Par conséquent, l'étude historique de l'industrie sidérurgique durant cette période a une importance considérable si nous voulons comprendre ce qui est arrivé.

Les fonderies de fer de l'Ontario et du Québec célébrèrent la Confédération en formant un cartel connu sous le nom de Canadian Iron Founders Association. En 1888, seulement 18 des 58 producteurs y participaient; le cartel demeurerait faible. ⁷⁹

En 1882, on fonda dans les Maritimes un cartel parallèle qui eut beaucoup plus de succès.⁸⁰ La première fusion d'importance eut lieu dans les Maritimes en 1893, quand Rhodes, Curry and Co. absorba James Hairris and Co.⁸¹ Dans les années '90, le cartel faisait de très grands efforts pour contrôler la concurrence. Un membre du cartel s'exprima ainsi: «La douane les protégeait de la concurrence américaine — mais cela n'était pas suffisant. Ils avaient besoin de se protéger d'eux-mêmes.»⁸² En 1900 la bourgeoisie canadienne repoussa une tentative effectuée par des «promoteurs» américains en vue de fusionner toutes les grandes fonderies.⁸³ Deux ans plus tard, une autre tentative américaine, effectuée à une plus petite échelle, était aussi contrecarrée.⁸⁴

On forma un «super cartel», la Iron and Steel Association of Canada. Il était formé de plusieurs sous-cartels du fil barbelé, des clous, etc.... Le cartel connut les mêmes ruptures provoquées par la concurrence, et les mêmes rétablissements de l'«ordre» subséquents.⁸⁵

Une fusion d'importance eut lieu ensuite en 1890 quand la Nova Scotia Steel and Forge Co. absorba une compagnie minière et forma la Nova Scotia Steel and Iron Co.⁸⁶ Elle intégra alors la General Mining Association et une série de petites entreprises locales, pour former la Nova Scotia Steel and Coal Co..⁸⁷

Des laminoirs et des fonderies, tel Rhodes, Carrey and Co., fusionnèrent dans la Canadian Car and Foundry, qui contrôla 85% de toute la production canadienne.⁸⁸

En 1908 on forma la Canadian Iron Corporation à partir de certaines industries primaires et secondaires, dont des mines. Alors Disco et Domco fusionnèrent dans la Dominion Steel qui s'intégra au Canadian Northern Railroad après une lutte pour le contrôle contre le Canadien Pacifique.⁸⁹ Canadien Pacifique s'intégra alors à la formation de Stelco, une fusion qui comprenait Montreal Rolling Mills, Canada Screw Co., la Hamilton Iron and Steel Co., Pillow-Hersey, Dominion Wire, Hodgson Iron and Tube Works, parmi d'autres. Stelco comprenait des entreprises sous brevet américain, des entreprises contrôlées par le capital américain, et une compagnie dont le capital était partagé. La bourgeoisie canadienne qui participait à la formation de Stelco, parvint ainsi à éliminer la présence américaine dans l'industrie de l'acier au Canada et elle établit l'hégémonie sans conteste de la bourgeoisie canadienne sur «l'industrie canadienne la plus avancée». Il faut observer que ce contrôle se maintient encore aujourd'hui.

Certains ont fait remarquer que «la formation de Stelco n'est pas d'ordre industriel, mais d'ordre financier et politique.»⁹⁰ Contrairement à plusieurs des fusions précédentes qui consti-

tuaiement un aboutissement «naturel» du développement du capitalisme industriel en train de se concentrer, ce que Marx avait déjà décrit, la nouvelle vague de fusions, au cours de laquelle la concentration et la monopolisation de la production au Canada se sont achevées, constitue un phénomène différent.

Ces fusions indiquent la complète domination du capitalisme financier au Canada parce qu'elles représentent la fusion décisive du capital bancaire et du capital industriel au Canada pour former le capital financier; cela signifie évidemment la formation d'une oligarchie financière au Canada. Mais avant de pouvoir décrire ce phénomène, nous devons d'abord comprendre le développement du capital bancaire et comment il en vient à fusionner avec le capital industriel.

Dans ce chapitre nous avons démontré, au-delà de tout doute, que ce que Lénine a décrit comme processus du développement du capitalisme dans le premier chapitre «La concentration de la production et les monopoles» de son livre *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, s'est produit au Canada de façon tout à fait semblable aux autres pays capitalistes avancés. Il fait peu de doute que le Canada ne fait pas exception à ce que Lénine dit:

Les faits montrent que les différences existant entre les pays capitalistes... ne déterminent que des variations insignifiantes dans la forme des monopoles ou dans la date de leur apparition, tandis que la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi générale et essentielle du stade actuel de l'évolution du capitalisme. (*Impérialisme*, p. 18)

En fait, nul autre que MacKenzie King a fait preuve d'une bien meilleure compréhension de ce qui était arrivé au Canada, que beaucoup de nos pseudo-marxistes modernes. En 1918, dans son livre *Industry and Humanity*, King fait preuve de cette façon de penser qui l'a amené à la direction de l'Etat bourgeois.

«La nature mondiale des forces qui influent sur le Capital se reflète dans le commerce international. Comme une puissante vague, elle déferle dans une certaine direction, puis dans une autre, approfondissant puis désertant les anciens canaux: nulle part constante, elle fouille partout et reflue de toutes parts. De diverses façons, le Capital a cherché à se renforcer, à se protéger des contre-courants de ce changement continu. D'abord, ses innombrables cellules luttèrent les unes contre les autres, en concurrence; petit à petit, elles commencèrent à s'unir, et le processus se poursuit dans ce sens. L'industrie ne ressemble plus aux innombrables étoiles du ciel nocturne, comme cela a déjà été le cas lorsque son pouvoir était réparti dans une multitude de mains.⁶¹»

Lénine termine son premier chapitre ainsi:

«Le monopole, tel est le dernier mot de la 'phase la plus récente du développement du capitalisme'. Mais nous n'aurions de la puissance effective, et du rôle des monopoles actuels qu'une notion extrêmement insuffisante, incomplète, étriquée, si nous ne tenions pas compte du rôle des banques». (*L'impérialisme*, p. 31)

Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, cela est particulièrement vrai du Canada.

¹ *Historical Statistics of Canada*, ed. M. C. Urquhart and K. A. H. Buckley, Toronto: Macmillan, 1971, p. 489

² Lénine donne aussi des statistiques sur la consommation de la force-vapeur et de la force électrique, proportionnellement aux dimensions de l'industrie. Ces statistiques ne sont pas disponibles pour le Canada.

³ *New Data*, p. 17

⁴ Nous traiterons des raisons plus loin.

⁵ Puisque les chiffres britanniques n'incluent pas les établissements qui ont moins de 11 employés, nous ne pouvons faire de comparaison solide. Les informations pour la France sont en p. 23, et celles pour le Japon en p. 25.

⁶ *Historical Statistics*, p. 141

⁷ *Ibid.*, p. 169

⁸ *Monetary Times*, Annual, Jan. 1914, pp. 28-30

⁹ *Canadian-American Industry*, H. Marshall, F. Southard and K. W. Taylor, McClelland and Stewart, 1976 (première publication 1936), p. 19.

¹⁰ *Historical Statistics*, p. 489

¹¹ *Canadian-American Industry*, p. 19

¹² *Ibid.*, p. 19

¹³ *Historical Statistics*, p. 489

¹⁴ *Canadian-American Industry*, p. 22

¹⁵ *Ibid.*, p. 361

¹⁶ *Ibid.*, p. 28

¹⁷ *Ibid.*, p. 366

¹⁸ Tom Naylor, *History of Canadian Business*, vol. II, Toronto: James Lorimer, 1975, pp. 193-4. Cela est tiré de la conclusion de son chapitre «The Rise of Big Business».

¹⁹ Wallace Clement, *The Canadian Corporate Elite*, Toronto: McClelland and Stewart, 1975, p. 71

²⁰ Naylor, vol II, p. 162

²¹ *Labour Gazette*, Sept. 1905

²² *Industrial Canada*, Nov. 1901, p. 137

²³ Calculé à partir des statistiques fournies précédemment.

²⁴ *Monetary Times*, Jan. 5, 1883, p. 742

²⁵ *Monetary Times*, May 18, 1888, p. 1424; June 7, 1889, p. 1410

²⁶ Royal Commission on the Textile Industry, pp. 118-9

²⁷ *Monetary Times*, Nov. 7, 1879, p. 549

²⁸ Select Committee on Combines, *Evidence*, p. 76

²⁹ Naylor, vol. II, p. 164

- ³⁰ *Monetary Times*, Oct. 15, 1886, p. 436
- ³¹ *Monetary Times*, Jan. 7, 1869, p. 330
- ³² *The Economist*, Jan. 26, 1901, p. 119
- ³³ *Globe*, Nov. 20, 1890
- ³⁴ Naylor, vol. II, p. 178
- ³⁵ *Ibid.*
- ³⁶ Cité précédemment.
- ³⁷ *Monetary Times*, Aug. 13, 1886, p. 176
- ³⁸ *Ibid.*, March 11, 1881, p. 1061
- ³⁹ *Ibid.*, Jan. 4, 1879, p. 925
- ⁴⁰ *Ibid.*, Aug. 17, 1883, p. 176
- ⁴¹ *Ibid.*, Aug. 3, 1891
- ⁴² *Ibid.*, June 6, 1902, p. 1586
- ⁴³ *S.C.C. Evidence*, pp. 392-3
- ⁴⁴ *Ibid.*, pp. 271-3, 360
- ⁴⁵ *Canadian Engineer*, July 1895, p. 76
- ⁴⁶ *Monetary Times*, March 9, 1900, p. 1186
- ⁴⁷ *Ibid.*, Feb. 22, 1889, p. 972
- ⁴⁸ *Ibid.*, p. 727
- ⁴⁹ Naylor, vol II, p. 186
- ⁵⁰ *Ibid.*, p. 184
- ⁵¹ *Journal of Commerce*, Oct. 26, 1883, pp. 306, 312; Nov. 2, 1883, p. 342
- ⁵² *Monetary Times*, Aug. 31, 1883, p. 235; Sept. 7, 1883, p. 265; Oct. 12, 1883, p. 399; Sept. 14, 1883, p. 292
- ⁵³ *Ibid.*, Aug. 13, 1886, p. 180
- ⁵⁴ *Ibid.*, Aug. 19, 1887, p. 235
- ⁵⁵ Royal Commission on the Relations of Labour and Capital, New Brunswick Evidence, p. 484
- ⁵⁶ *Monetary Times*, Feb. 17, 1888, p. 1031
- ⁵⁷ *Ibid.*, Aug. 16, 1889, p. 188
- ⁵⁸ Naylor, vol. II, p. 170
- ⁵⁹ *Monetary Times*, Oct. 10, 1890, p. 428; Oct. 17, 1890, p. 462; Dec. 12, 1890, p. 710; Jan. 16, 1891, p. 864; Sept. 4, 1891, p. 976; Jan. 29, 1862, p. 898; Feb. 26, 1892, p. 1027
- ⁶⁰ M. Denison, *Canada's First Bank*, p. 240
- ⁶¹ *Monetary Times*, March 1, 1892, p. 1131; May 13, 1892, p. 1364; Dec. 30, 1892, p. 759; Nov. 13, 1896, p. 682
- ⁶² Royal Commission on the Textile Industry, pp. 118-9
- ⁶³ *Tariff Enquiry Commission*, p. 144
- ⁶⁴ Royal Commission on Industrial Disputes in the Cotton Factories, Evidence, p. 12
- ⁶⁵ Cité dans M. Bliss, *A Living Profit*, p. 33
- ⁶⁶ Août 1907, p. 257
- ⁶⁷ Cité dans M. Bliss, *A Living Profit*, p. 40
- ⁶⁸ *Ibid.*, p. 49
- ⁶⁹ *Ibid.*, p. 40; P. Newman, *The Canadian Establishment*, p. 261, rapporte que «entre 1909 et 1913 seulement, cinquante-six fusions industrielles majeures impliquant 248 compagnies furent négociées».
- ⁷⁰ Newman, vol. 1, p. 183
- ⁷¹ L. G. Reynolds, *The Control of Competition in Canada*, 1940, p. 6
- ⁷² Naylor, vol. II, p. 189

- ⁷³ *Canadian Annual Review*, 1909, p. 256; *Monetary Times*, Sept. 24, 1910, p. 1327
- ⁷⁴ R. Cooper, *Montreal*, p. 114; O. D. Skeleton, *General Economic History*, p. 261
- ⁷⁵ *Monetary Times*, July 1, 1911, p. 121; July 15, 1911, p. 321
- ⁷⁶ *Ibid.*, Oct. 21, 1911, p. 1712; June 17, 1911, p. 321
- ⁷⁷ H. Stapells, *The Recent Consolidation Movement*, pp. 144-45
- ⁷⁸ W. Kilbourn, *A History of the Steel Company of Canada*, p. 54
- ⁷⁹ Select Committee on Combines, *Evidence*, pp. 392-3
- ⁸⁰ *Monetary Times*, April 28, 1882, p. 1323
- ⁸¹ *Ibid.*, April 21, 1893, p. 1258
- ⁸² *Globe*, December 19, 1890
- ⁸³ *Canadian Engineer*, June 1900, p. 36; March 1901, p. 245; *Monetary Times*, April 27, 1900, p. 1407; Feb. 15, 1901, p. 1046
- ⁸⁴ *Canadian Engineer*, March 1902, p. 74
- ⁸⁵ *Ibid.*, June 1895, p. 47; June 1901, p. 315
- ⁸⁶ *Monetary Times*, April 25, 1890, p. 1319
- ⁸⁷ *Ibid.*, July 27, 1900, p. 108
- ⁸⁸ Naylor, vol. II, pp. 190-91
- ⁸⁹ *Globe*, Jan. 9, 1907; *Financial Post*, May 30, 1908; June 27, 1908
- ⁹⁰ Clement, p. 76
- ⁹¹ Mackenzie King, *Industry and Humanity*, pp. 29-30

Chapitre 2

Les banques et leur nouveau rôle au Canada

Lénine commence son chapitre sur les banques en affirmant que:

La fonction essentielle et initiale des banques est de servir d'intermédiaire dans les paiements. Ce faisant, elles transforment le capital-argent inactif en capital actif, c'est-à-dire générateur de profit, et, réunissant les divers revenus en espèces, elles les mettent à la disposition de la classe des capitalistes. (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, ELE, p. 31)

Ce n'est pas notre objectif d'analyser ici comment les banques canadiennes ont rempli ce rôle; qu'elles l'aient fait, cela est certain. Le problème, c'est plutôt que beaucoup de «nationalistes» ne voient pas que les banques canadiennes ont véritablement changé de rôle. Naylor observe que «les banques canadiennes sont pour une large part l'aboutissement du développement du capital marchand». ¹ Fondamentalement, il soutient que les banques canadiennes, même si elles ont connu un processus de monopolisation et de cartellisation, ont conservé un caractère propre essentiellement au capital marchand et que, conséquemment elles ont construit une «infrastructure commerciale» ² qui maintient le Canada sous la domination du capital marchand pour toujours. Il n'y a aucun doute que les banques, au Canada, sont nées du capital marchand. Le fait est que cette situation n'est d'aucune manière unique au Canada.

C'est comme si Naylor et consorts nous disaient que, parce que les banques tirent leur origine du capital marchand, cela nous explique pourquoi elles n'ont jamais favorisé l'industrialisation. Cependant, comme Marx l'indique, «dès leur naissance les grandes banques, affublées de titres nationaux n'étaient que des associations de spéculateurs privés». (*Le Capital*, vol. 1, édition sociale, p. 221) En fait, c'est dans la nature même du capital que le capital bancaire ait les mêmes origines que le capital marchand.

Nous verrons dans la suite de nos recherches que le capital usuraire et le capital commercial sont des formes dérivées, et alors nous expliquerons aussi pourquoi ils se présentent dans

l'histoire avant le capital sous sa forme fondamentale, qui détermine l'organisation économique de la société moderne (Ibid., p. 128).

Que cela se soit produit au Canada ne surprendra aucun marxiste, mais la question cruciale de l'analyse consiste à déterminer si les banques canadiennes ont acquis un «nouveau rôle», tel que Lénine l'a vu dans les banques européennes et américaines. Lénine parle de ce nouveau rôle en ces termes:

Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays. Cette transformation d'une masse d'intermédiaires modestes en une poignée de monopolistes constitue un des processus essentiels de la transformation du capitalisme en impérialisme capitaliste. Aussi nous faut-il nous arrêter tout d'abord sur la concentration des banques (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ELE, p. 31).

Lénine indique ici clairement que le fait fondamental, pour les banques, dans l'acquisition de leur «nouveau rôle», c'est leur concentration. Conséquemment, en cherchant à déterminer si les banques canadiennes ont acquis ce «nouveau rôle», nous devons d'abord aborder la question de leur concentration.

Les chiffres que Lénine nous donne pour les banques allemandes sont en «marks», et conséquemment une comparaison directe est difficile. Nous devons donc nous appuyer sur des comparaisons statistiques relatives. Et même cela est difficile, étant donné les différences dans les catégories statistiques.

Lénine divise les banques allemandes en quatre catégories: «celles dont le capital est inférieur à un million de marks, celles dont le capital se situe entre 1 et 10 millions de marks, celles qui ont plus de 10 millions de marks de capital, et enfin les neuf grandes banques» (ibid., p. 32). Ces quatre catégories ne peuvent s'appliquer au Canada puisqu'il n'y avait aucune banque suffisamment petite pour entrer dans les deux premières catégories. Ceci montre que l'ensemble du système bancaire canadien était plus concentré. La considération importante, cependant, concerne la part que prenaient les plus grandes banques canadiennes en comparaison de celle échue aux plus petites banques.

Lénine montre que les dépôts dans les banques allemandes (à l'exception de la catégorie des plus petites) ont augmenté de

40% de 1907-08 à 1912-13 (ibid., pp. 31-32). Au Canada, à la même période, les dépôts ont augmenté de 160%.³ Considérant le partage des dépôts, Lénine analyse la relation que les grandes banques entretiennent avec les autres. Pour le Canada, nous ne possédons des statistiques que sur les actifs, mais le phénomène reste le même (il s'agit seulement de l'autre côté de la médaille) — i.e., les dépôts constituant le passif. La connaissance même la plus élémentaire de l'économie nous apprend qu'il ne peut y avoir entre les deux de grande divergence.

Lénine montre que, en 1907-08, les neuf plus grandes banques allemandes contrôlaient 47% des dépôts et qu'en 1912-13, elles en contrôlaient 49%. Pour le Canada, on peut parvenir à un tableau assez synthétique du développement relatif des neuf plus grandes banques. Les neuf plus grandes banques contrôlaient au Canada, en 1900, 53,6% des actifs, 59,1% en 1910, et 75,7% en 1920. Les cinq plus grandes banques en contrôlaient 64,4% vers 1920, et les deux plus grandes 36,8%.

Ainsi, lorsque Lénine dit que **«les petites banques sont refoulées par les grandes»** (ibid., p. 32), on ne peut en aucune façon laisser entendre que le système bancaire canadien n'était pas à l'avant-garde de ce processus.

Lénine utilise un autre critère pour faire la démonstration du développement des banques dans leur nouveau rôle: c'est le phénomène de croissance des succursales. En Allemagne en 1895 il y avait 42 succursales, et en 1911 il y en avait 450. Lénine considère qu'il s'agit d'une preuve de **«la rapidité avec laquelle la concentration bancaire s'est effectuée en Allemagne à la fin du XIXe siècle et au début du XXe»** (ibid., p. 35).

Au Canada, en 1890, il y avait 426 succursales et, vers 1910, il y en avait 2,367.

Neufeld affirme que «l'explosion dans l'accroissement du nombre de succursales de 1890 à 1920 (426 à 4,676) s'accompagna de la disparition effective du banquier privé local et d'un déclin substantiel dans la taille relative de la Post Office Savings Bank (Banque d'épargne du Bureau de Poste).»⁴

Dimensions relatives des banques à charte

31 déc.	1870	1880	1890	1900	1910	1920	1930
	%	%	%	%	%	%	%
Banque de Montréal	28.3	22.4	18.4	19.0	18.1	18.1	25.6
Banque Royale de Montréal	—	1.5	2.2	3.6	7.5	18.7	27.2
Banque Canadienne de Commerce ¹	8.2	12.2	8.9	10.7	12.4	15.2	19.7
Banque Canadienne Impériale ¹	—	2.5	3.9	4.4	4.9	4.3	4.2
Banque de Nouvelle Écosse	n.a.	2.2	3.4	4.5	4.4	7.8	8.4
Banque de Toronto ²	4.8	3.5	4.7	4.0	4.0	3.2	3.9
Banque du Dominion	—	3.1	4.8	4.8	5.1	4.6	4.5
Banque Provinciale du Canada	2.6	.9	1.1	.6	.8	1.4	1.6
Banque Canadienne Nationale	—	.7	1.1	2.0	1.9	2.4	4.6
Autres	56.1	51.0	51.4	46.4	40.9	24.3	(.2)
Nb de banques dans «Autres»	(15)	(27)	(29)	(27)	(19)	(9)	(2)
TOTAL — %	100	100	100	100	100	100	100
— \$mns	111	193	260	502	1230	3057	3144
Les deux plus grandes en %	36.5	34.6	27.3	29.7	30.5	36.8	52.8
Les 5 plus grandes en %	—	43.7	40.7	43.4	48.0	64.4	85.5

Densité des succursales des banques à charte au Canada

	TOTAL	PERSONNES PAR SUCCURSALE (en milliers)
1868	123	28.9
1879	295	14.4
1890	426	11.3
1900	708	7.6
1910	2,367	3.0
1920	4,676	1.9

S'appuyant sur les données allemandes, Lénine concluait que:

On voit avec quelle rapidité s'étend le réseau serré des canaux qui enveloppent tout le pays et centralisent tous les capitaux et revenus, transformant des milliers et des milliers d'entreprises éparses en un seul organisme capitaliste national, puis mondial (ibid., p. 35).

Lénine donne alors plus de statistiques et montre que l'expansion des succursales a joué le même rôle dans le développement bancaire de la France et de l'Angleterre (ibid., pp. 35-36)

Afin de clarifier ce qui est arrivé au Canada, voici un certain nombre de descriptions qui convaincront le lecteur que les banques canadiennes étaient encore plus concentrées et monopolisées que partout ailleurs dans le monde.

Gustavus Meyers, le premier à écrire une histoire de la richesse canadienne, écrivait en 1914:

Le caractère fortement centralisé des banques canadiennes est bien connu; les succursales des banques les plus importantes s'étendent sur un immense territoire; vingt-six de ces institutions possèdent 2,888 succursales; la Banque Royale, à elle seule, en a 338, et la Banque de Commerce 367.

Nulle part au monde peut-être ne peut-on retrouver un si haut degré d'organisation serrée que parmi les intérêts bancaires au Canada. Aux Etats-Unis, il n'y a pas moins de 18,000 institutions bancaires, dont 6,000 possèdent des chartes fédérales, les autres étant régies par des lois d'Etat. Bien qu'un petit groupe de magnats financiers et industriels exerce un contrôle prépondérant sur les grandes banques, et conséquemment place sous sa tutelle beaucoup des petites banques aux Etats-Unis, concentrant ainsi pour eux-mêmes les pouvoirs d'un trust financier, il n'y a cependant aucun contrôle semblable, aussi fortement centralisé, à celui qui existe au Canada. L'immense pouvoir de cette concentration dans le contrôle des finances et de toutes les sphères d'activité qui en dépendent, est si évident qu'il se passe d'explication. A ces ramifications du pouvoir s'ajoute un autre immense pouvoir que possèdent les banques canadiennes. Il s'agit du privilège, que la loi leur reconnaît, d'émettre d'énormes quantités d'argent privé, ou en d'autres mots, de billets bancaires — un pouvoir dépassant de loin même le grand pouvoir détenu par les banques d'autres pays.⁵

Un historien des banques canadiennes plus contemporain écrit:

Nous avons déjà indiqué que l'expansion des banques à charte au Canada, entre la Confédération et la fin du siècle, a été plutôt inégale, mais qu'une tendance croissante constante était discernable. Comme on pouvait s'y attendre, l'apparition de nouvelles banques a généralement coïncidé avec des périodes d'expansion économique générale, alors que les faillites et les fusions ont eu lieu en temps de crise et de récession. Le contraste avec le développement des années 1900-1914 est frappant. Le capital de surplus des banques a presque doublé, et le nombre des succursales se multiplia par quatre, alors que les services bancaires s'étendaient sur un territoire géographique beaucoup plus vaste. L'extraordinaire expansion des actifs et passifs des banques à charte ne fut cependant accompagnée d'aucune augmentation dans le nombre des banques. Au contraire, dix-sept fusions ont lieu entre 1900 (à la suite de la révision de la Loi sur les Banques cette année-là) et 1913. Et à la fin de cette dernière année, il ne restait plus que vingt-quatre banques en opération. Ces fusions s'effectuaient généralement entre des banques locales relativement

petites et de plus grosses banques possédant un éventail d'opérations plus diversifiées. Un certain nombre de nouvelles banques entrèrent en opération durant cette période, mais soit qu'elles furent absorbées par des institutions plus fortes, soit qu'elles firent faillite à cause d'une gestion déficiente ou malhonnête. Cette tendance à la consolidation de la propriété des institutions bancaires se poursuivit jusqu'au début des années 1930, où le système s'était réduit à dix banques: en 1957, suite à deux nouvelles fusions et à l'établissement d'une nouvelle banque, leur nombre était de neuf.⁶

Il y a un autre aspect de ce nouveau rôle joué par les banques: il ne s'agit pas seulement de la concentration du capital entre plusieurs grandes banques, mais aussi de la coopération étroite de ces grandes banques entre elles. Lénine l'explique de cette façon:

Nous avons souligné l'indication relative aux banques «rattachées», car c'est là une des caractéristiques les plus importantes de la concentration capitaliste moderne. Les grandes entreprises, les banques surtout, n'absorbent pas seulement les petites, elles se les «rattachent» et se les subordonnent, elles les incorporent dans «leur» groupement, dans leur «consortium»... par la «participation» à leur capital, par l'achat ou l'échange d'actions par le système des crédits, etc., etc. (ibid., p. 33).

Au Canada, on peut observer ce phénomène à l'époque dans les deux plus grandes banques du pays! Max Aitken (Lord Beaverbrook) effectua la fusion de la Union Bank of Halifax et de la Commercial Bank of Windsor en 1902 et cette banque fut absorbée par la Merchants Bank of Halifax en 1910.⁷ Cette banque devint la Banque Royale, qui transféra son siège social à Montréal et établit une alliance avec la Banque de Montréal. Les intérêts de la Banque Royale se situaient principalement dans les Maritimes et les Caraïbes, et les intérêts de la Banque de Montréal au centre et à l'ouest du Canada⁸; de telle sorte qu'il s'agissait là d'une alliance qui unissait les intérêts «impériaux» du Canada. Il fut question de fusion sous la direction de Sir Herbert Holt (on parlera beaucoup de lui plus loin), mais cela ne se réalisa jamais. Les deux plus grandes banques canadiennes poursuivirent une très étroite collaboration — collaboration mutuellement profitable à n'en pas douter.⁹

Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessus, ces deux banques «rattachées» contrôlaient en 1930, 52,8% des actifs bancaires au Canada; et en fait amenèrent toutes les autres banques à former un cartel appelé le Canadian Bankers Association. (Cette question sera discutée plus en détail plus bas).

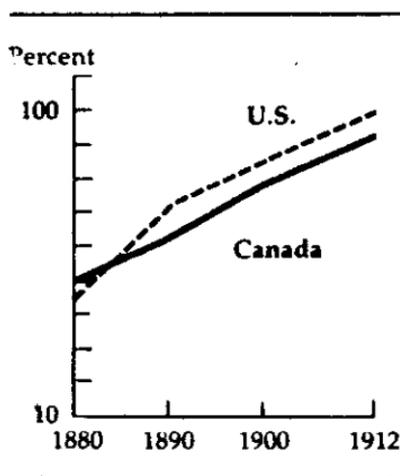
Lénine traite de la domination de la Deutsche Bank et de ses banques «rattachées» en Allemagne. Au Canada, la Banque de Montréal et la Banque Royale dominèrent en fait tout le système bancaire canadien — et donc, ce que Lénine dit au sujet de la Deutsche Bank demeure en-dessous de la réalité si l'on considère l'alliance des Banques Royale et de Montréal.

Il est évident qu'une banque placée à la tête d'un tel groupe et passant des accords avec une demi-douzaine d'autres banques, quelque peu inférieures, pour des opérations financières particulièrement importantes et lucratives, telles que les emprunts d'Etat, a dépassé le rôle d'«intermédiaire» et est devenue l'union d'une poignée de monopolistes (ibid., pp. 34-35).

En plus des catégories utilisées par Lénine (concentration des actifs et des dépôts, expansion des succursales, fusion et alliance) pour indiquer le degré de monopolisation par les banques de la majorité du capital d'un pays, il y a d'autres catégories au sujet desquelles nous avons de l'information et qui peuvent servir à indiquer l'extraordinaire pouvoir des banques canadiennes.

Au Canada comme dans d'autres pays, la proportion du Produit national Brut relevant du rôle d'«intermédiaire financier» allait grandissante. Cette liste indique le rôle croissant des institutions financières dans l'économie. Les chiffres montrent que le rôle d'intermédiaire financier au Canada s'est accru au même rythme qu'aux USA.

Les actifs des intermédiaires financiers
en proportion du Produit National Brut.



Neufeld remarque que: «si l'on compare la proportion moyenne du rôle d'intermédiaire financier au Canada pour les années 1880, 1890, 1900, 1912, à la proportion moyenne aux Etats-Unis, on arrive à un chiffre de 96% — c'est-à-dire que le rôle d'intermédiaire au Canada est presque aussi grand qu'aux Etats-Unis.»¹⁰ Les intermédiaires financiers comprennent non seulement les banques, mais aussi les banques d'épargne, les banques privées, les compagnies de prêts hypothécaires, les compagnies d'assurances, les trusts, les compagnies de finances et de prêts au consommateur, les fonds mutuels, les trusts d'investissement, les caisses populaires, les programmes de retraite, les intermédiaires financiers gouvernementaux, les maisons de courtage, les vendeurs de titres et les marchés des titres, etc...

En 1910, les banques à charte représentaient au Canada 59,6% de tous les actifs servant d'intermédiaire financier.¹¹ En fait, jusqu'à 1910, les actifs des banques à charte connurent une croissance beaucoup plus rapide que le Produit National Brut¹² — ce qui est un signe certain de leur prédominance croissante face à l'ensemble de l'économie.

Les actifs des banques passèrent de 22% du Produit National Brut à 47% en 1910.¹³ Fondamentalement «après la Confédération, s'inaugura une période de cinquante années de croissance continue remarquable pour les banques».¹⁴ La comparaison entre les Etats-Unis et le Canada touchant les banques en tant que secteur de l'économie révèle «une similitude extrêmement frappante entre les deux systèmes bancaires si l'on considère leurs dimensions relatives».¹⁵ Mais au Canada le secteur bancaire est beaucoup plus concentré.

Non seulement en 1915 les dépôts des banques à charte représentent-ils 90% de l'argent au Canada¹⁶, mais 40% de l'argent en circulation est imprimé par les banques elles-mêmes.¹⁷

Comme Lénine le fait remarquer:

Mieux peut-être que de longs développements, ces simples chiffres montrent comment la concentration des capitaux et l'accroissement des opérations bancaires modifient radicalement le rôle joué par les banques. Les capitalistes épars finissent par ne former qu'un seul capitaliste collectif. En tenant le compte courant de plusieurs capitalistes, la banque semble ne se livrer qu'à des opérations purement techniques, uniquement subsidiaires. Mais quand ces opérations prennent une extension formidable, il en résulte qu'une poignée de monopolistes se subordonne les opérations commerciales et industrielles de la société capitaliste tout entière; elle peut, grâce aux liaisons bancaires, grâce aux comptes courants et à

d'autres opérations financières, connaître tout d'abord exactement la situation de tels ou tels capitalistes, puis les contrôler, agir sur eux en élargissant ou en restreignant, en facilitant ou en entravant le crédit, et enfin déterminer entièrement leur sort, déterminer les revenus de leurs entreprises, les priver de capitaux ou leur permettre d'accroître rapidement le leur dans d'énormes proportions, etc. (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, ELE, p. 37)

Ici, Lénine soutient que les banques peuvent, et faisaient effectivement cela dans des pays où la concentration bancaire était plus faible qu'au Canada. Mais avant d'envisager la façon dont s'est développée cette prédominance des banques sur la classe capitaliste au Canada, nous allons dégager quelques-uns des moyens qui ont permis aux tentacules de banques de s'infiltrer dans l'économie canadienne, et qui ne se révèlent pas immédiatement dans l'étude des actifs, des succursales, et autres.

Les banques aux Etats-Unis, durant cette période (et jusqu'à récemment), étaient des institutions financières plus hétérogènes que les banques canadiennes.¹⁸ Les banques canadiennes remplissaient des fonctions d'intermédiaire financier plus restreintes et en fait il y avait une plus grande spécialisation de ces fonctions. Cela signifie, par exemple, que les banques canadiennes étaient plus fortement concentrées dans la réalisation de certaines fonctions financières que ne l'étaient les banques américaines, toutes proportions gardées. Mais ceci obscurcit encore le fait qu'au Canada, il y avait des rapports de propriété plus étroits entre les banques et d'autres types d'intermédiaires financiers. Conséquemment, les chiffres que nous avons donnés concernant les actifs bancaires, etc., sous-estiment grandement le type de pouvoir financier que les banques canadiennes avaient. Voici un exemple très important: la fonction fiduciaire était entièrement réservée aux compagnies de fiducie. De toute évidence, la façon pour les banques de détourner cela était de prendre le contrôle des compagnies de fiducie, et c'est exactement ce qu'elles firent — la Banque de Montréal avec le Trust Royal, la Banque de Commerce avec le Trust National, la Banque Royale avec le Trust de Montréal.¹⁹

Quand le Trust Royal fut fondé en 1892, neuf de ses seize directeurs étaient aussi directeurs de la Banque de Montréal, et le bureau-chef était situé en 1895 dans l'édifice de la Banque de Montréal.²⁰ Celle-ci et d'autres compagnies de fiducie furent développées par les banques en tant que service pour la classe montante de «tondeurs de coupons» au Canada. Cependant,

nous discuterons de cette question en détail dans un prochain chapitre.

Même si le sujet sera traité plus en détails plus tard, nous voudrions, à ce moment-ci, souligner certains faits qui montrent le pouvoir des banques sur les compagnies de fiducie, et conséquemment sur une autre partie importante du capital financier.

En ce qui concerne la concentration des actifs des compagnies de fiducies au titre de «Fonds des agences et compagnies de fiducie immobilières», le Trust de Montréal, le Trust Royal, et le Trust National, les trois plus grandes compagnies et directement sous le contrôle des banques, contrôlaient, en 1926, 78.3% des actifs de compagnies de fiducie au Canada.²¹ Elles contrôlaient aussi 36.8% des fonds de compagnies garantis détenus par des compagnies de fiducie.²²

En 1925, les compagnies de fiducie avaient près d'un milliard de dollars d'actifs, et en 1930, elles en possédaient au-delà de deux milliards.²³ Les trois-quarts de ces actifs étaient sous le contrôle direct des trois plus grandes banques canadiennes! Deux d'entre elles, la Banque Royale et la Banque de Montréal, étaient d'intelligence et contrôlaient ensemble 62.1% et 28.7% des deux catégories d'actifs en fiducie.²⁴

Si, pour 1925, nous ajoutons les actifs de fiducie aux actifs bancaires, cela représente une augmentation d'un tiers par rapport aux seuls actifs bancaires.²⁵ Etant donné que les compagnies de fiducie étaient contrôlées par les banques, on peut voir, par conséquent, que les banques étaient beaucoup plus puissantes que les statistiques bancaires ne l'indiquent. En 1930, les trois plus grandes banques canadiennes contrôlaient les trois-quarts des actifs fiduciaires, et les deux plus grandes contrôlaient la moitié des actifs bancaires et les trois-cinquièmes des actifs fiduciaires. Et, comme nous l'avons dit, ces deux-là avaient entre elles des relations très étroites! Serait-il exagéré de conclure que les banques canadiennes avaient un contrôle financier sur l'économie, dont Lénine dit clairement qu'il est manifeste que les banques assument un nouveau rôle par le seul fait de leurs dimensions?

Mais le contrôle des banques sur la finance ne se limite pas aux actifs bancaires et fiduciaires. L'axe Banque Royale-Banque de Montréal, sous la direction de Sir Herbert Holt, contrôlait aussi la Sun Life Insurance et Royal Securities.²⁶

En 1930, les actifs de l'assurance-vie représentaient 1,491 millions de dollars,²⁷ et la Sun Life, la plus grosse compagnie d'assurance du Canada, en contrôlait 39%, soit \$581 millions.²⁸ Cela indique que l'axe Banque Royale-Banque de Montréal contrôlait non seulement plus de la moitié des actifs bancaires et

fiduciaires, mais qu'il contrôlait aussi les deux-cinquièmes des actifs de l'assurance-vie au Canada.

On devra attendre pour faire un examen plus exhaustif des compagnies d'assurances. En général, elles étaient sous la tutelle des banques²⁹, et la Sun Life était la pire pour mettre ses actifs au service des banques et des capitalistes financiers dirigeants au Canada.³⁰

Même s'il reste beaucoup à dire au sujet de l'interrelation des banques et des autres intermédiaires financiers nous devons souligner, après Naylor, que «la tendance d'un intermédiaire financier à se lier à la promotion et aux opérations d'un autre intermédiaire, est très prononcée dans l'histoire financière canadienne».³¹

L'exemple du sénateur George Cox, un des principaux capitalistes canadiens au tournant du siècle, en dira plus long que bien des statistiques. Cox contrôlait la Banque de Commerce, la troisième plus grande au Canada à cette époque, le National Trust, le troisième plus grand au Canada, la Canada Life Assurance (la deuxième plus grosse au Canada), la Central Canada Loan and Savings Company, et Dominion Securities qui était une des trois compagnies dominantes sur le marché des actions et des garanties en général. Cox contrôlait aussi la Toronto Savings Company, l'Imperial Life Insurance, la septième plus grosse au Canada, et la Provident Investment Company.³² Voilà un pouvoir économique qui dépasse largement les actifs bancaires!

Lénine identifie ce type de phénomène lorsqu'il affirme que «**Les lignes de démarcation entre les banques et les caisses d'épargne 's'effacent de plus en plus'.**» Au Canada les lignes de démarcation «**s'effacent de plus en plus**» entre les banques et tous les autres intermédiaires financiers.

Lénine poursuit en soulignant la diminution de l'importance de la Bourse, à cause de la prédominance des banques (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ELE, pp. 41-43). Un exemple de 1927 montrera ce que cela a signifié au Canada. Sur un total de 233 émissions d'actions évaluées à \$435 millions, cette année-là, 60% furent garanties ou principalement garanties, par seulement cinq marchands investisseurs et une banque. La banque était la Banque de Montréal, mais un des investisseurs était la Royal Securities Corporation, qui, comme nous l'avons établi, était contrôlée par l'axe Banque de Montréal-Banque Royale. Un autre investisseur était Dominion Securities Corporation Ltée, contrôlé par la Banque de Commerce.³³ Mais, en plus de cela, les autres investisseurs étaient aussi liés à et dominés par les banques. A.E. Ames and Co. est lié à la Banque de Montréal et Wood Gundy à la Banque Royale.³⁴ Nesbit,

Thompson and Co. était aussi étroitement relié à l'axe Banque de Montréal-Banque Royale et fonda en 1925 l'infâme Power Corporation.³⁵

Ceci montre que lorsque nous connaissons les liens qui unissent les investisseurs, nous pouvons voir clairement que les trois plus grandes banques canadiennes — et particulièrement l'axe Montréal-Royale — dominaient complètement le marché des valeurs. Mais cette domination ne se manifestait pas seulement dans le fait de garantir des émissions de titres, mais aussi dans la vente de titres. Les plus grands détenteurs de titres étaient les banques, ainsi que les institutions financières qu'elles dominaient, comme les compagnies d'assurances.³⁶

Comme l'indique Lénine:

En d'autres termes, l'ancien capitalisme, le capitalisme de la libre concurrence, avec ce régulateur absolument indispensable qu'était pour lui la Bourse, disparaît à jamais. Un nouveau capitalisme lui succède, qui comporte des éléments manifestes de transition, une sorte de mélange entre la libre concurrence et le monopole. Une question se pose d'elle-même: vers quoi tend cette «transition» que constitue le capitalisme moderne? Mais cette question, les savants bourgeois ont peur de la poser. (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ELE, p. 43)

Les savants bourgeois nationalistes d'aujourd'hui ont encore peur de soulever cette question. Naylor peut affirmer que:

En 1896, les conditions économiques se trouvant revivifiées, le système bancaire connut une expansion et une monopolisation rapides. Dans l'est, les banques des Maritimes furent détruites et les fonds drainés hors de cette région. Dans l'ouest, les succursales des banques à charte couvrirent les Prairies: elles aidèrent et encouragèrent la sur-expansion de l'exploitation d'une seule culture, en s'appuyant sur les fonds drainés de l'est. En même temps, le nombre de banques à charte chuta de façon dramatique, alors que le contrôle financier tendait à se concentrer de plus en plus à Montréal, et, à un degré moindre, à Toronto.³⁷

Naylor, dans le style de tout bon empiriste formé à l'université, admet les faits empiriques du changement, mais il refuse de reconnaître aucun changement qualitatif dans les choses. Il ne voit aucun «nouveau rôle» des banques; au contraire, il voit les banques confinées à jamais dans le rôle d'intermédiaire entre les capitalistes. Il affirme que «les banques servent d'intermédiaires entre les épargnants et les investisseurs et se développent à partir de la concentration des ressources des capitalistes marchands».³⁸ Pour Naylor, les banques représentent une croissance quantitative du capitalisme marchand qui est simplement

devenu trop gros. Selon Naylor, «le véritable problème venait de la neutralisation du capital industriel indigène par la domination continue du capital marchand». ³⁹

Nous aurons l'occasion de revenir encore assez longuement sur les vues de Naylor, mais, pour le moment, nous voulons examiner le problème des relations entre le capital bancaire monopolisé et le capital industriel. Le capital bancaire ne représente-t-il, pour toujours, que le capital marchand ou commercial, ou bien sa monopolisation du système économique tout entier sous le contrôle des banques ne représente-t-elle pas quelque chose qui est un progrès qualitatif par rapport au capital précédent?

Lénine fait remarquer que: «Les quelques banques qui, grâce au processus de concentration, restent à la tête de toute l'économie capitaliste, ont naturellement une tendance de plus en plus marquée à des accords de monopoles à un trust de banques.» (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ELE, pp. 43-44)

Naylor soutient que, aux Etats-Unis, «le capital financier n'est jamais devenu une force agissant par elle-même» car «la mise hors-la-loi du système de succursales bancaires a endigué la croissance du capital financier» et que même si «une élite financière a commencé à émerger à côté du système industriel... elle n'est jamais parvenue à une position de domination». En fait, Naylor va même jusqu'à dire que les corporations aux Etats-Unis, se sont développées «indépendamment du système financier»!!⁴⁰

Lénine, cependant, prit une position tout-à-fait différente sur ce qui se passait aux Etats-Unis et ailleurs.

En Amérique, ce ne sont plus neuf, mais deux très grandes banques, celles des milliardaires Rockefeller et Morgan, qui règnent sur un capital de 11 milliards de marks. En Allemagne, l'absorption que nous avons signalée plus haut de l'Union de Schaffhausen par la Disconto-Gesellschaft a été appréciée en ces termes par le Frankfurter Zeitung, organe au service des intérêts boursiers:

«Le mouvement de concentration croissante des banques resserre le cercle des établissements auxquels on peut, en général, adresser des demandes de crédit, d'où une dépendance accrue de la grosse industrie à l'égard d'un petit nombre de groupes bancaires. La liaison étroite de l'industrie et du monde de la finance restreint la liberté de mouvement des sociétés industrielles ayant besoin de capitaux bancaires. Aussi la grande industrie envisage-t-elle avec des sentiments divers la trustification (le groupement ou la transformation en trusts) croissante des banques; en effet, on a pu maintes

fois observer des commencements d'accords entre consortiums de grandes banques, accords tendant à limiter la concurrence.»

Encore une fois, le dernier mot du développement des banques, c'est le monopole.

Quant à la liaison étroite qui existe entre les banques et l'industrie, c'est dans ce domaine que se manifeste peut-être avec le plus d'évidence le nouveau rôle des banques. Si une banque escompte les lettres de change d'un industriel, lui ouvre un compte courant, etc., ces opérations en tant que telles ne diminuent pas d'un iota l'indépendance de cet industriel, et la banque ne dépasse pas son rôle modeste d'intermédiaire. Mais si ces opérations se multiplient et s'instaurent régulièrement, si la banque «réunit» entre ses mains d'énormes capitaux, si la tenue des comptes courants d'une entreprise permet à la banque — et c'est ce qui arrive — de connaître avec toujours plus d'ampleur et de précision la situation économique du client, **IL EN RESULTE UNE DEPENDANCE DE PLUS EN PLUS COMPLETE DU CAPITALISTE INDUSTRIEL A L'EGARD DE LA BANQUE.** (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ELE, pp. 44-45)

Naylor se laisse tromper par certaines différences formelles entre les systèmes bancaires américain et canadien, et en arrive à certaines conclusions absurdes. Naylor ne veut tout simplement pas regarder en face le fait que **«DANS TOUS LES PAYS CAPITALISTES, et quelle que soit leur législation bancaire, les banques renforcent et accélèrent considérablement le processus de concentration des capitaux et de formation des monopoles»** (ibid., ELE, p. 39).

La question n'est pas de savoir si c'est le capital marchand ou le capital industriel qui gagne la course. Ou encore des capitalistes industriels qui pourraient passer une loi pour entraver le développement du capital bancaire. Les banques, de par leur nature même, monopolisent le marché de l'argent et, indépendamment de la volonté des capitalistes industriels (et des économistes de McGill!), elles monopolisent tout le capital sous leur contrôle; y inclus le capital industriel.

Nous reviendrons sur les conséquences théoriques de cette question à la fin de ce chapitre, mais pour le moment, nous voulons démontrer comment, au Canada, l'extraordinaire concentration et la monopolisation du capital ont amené **«une dépendance de plus en plus complète du capitaliste industriel à l'égard de la banque»**.

Lénine pose la question: **«A quelle époque au juste s'impose définitivement la 'nouvelle activité' des grandes banques? Cette**

importante question trouve une réponse assez précise chez Jeidels». Lénine cite alors Jeidels à l'effet que «c'est seulement la crise de 1900 qui a énormément accéléré le processus de concentration tant dans l'industrie que dans la banque et en a assuré le triomphe définitif, QUI A FAIT POUR LA PREMIERE FOIS DE CETTE LIAISON AVEC L'INDUSTRIE LE VERITABLE MONOPOLE DES GROSSES BANQUES». (Ibid., ELE, p. 52)

Même Naylor nous dit que «le mouvement de fusions des banques après 1900 attira l'attention et provoqua une grande consternation chez les industriels qui craignaient la réduction de la compétition entre les banques».⁴¹

Ce qui est étonnant, c'est que les capitalistes industriels canadiens, au début du vingtième siècle, avaient une meilleure compréhension de ce qui se passait que notre professeur de McGill qui jouit pourtant, 76 ans plus tard, d'une perspective historique! Les capitalistes industriels comprenaient qu'il y avait un changement qualitatif des banques, et, comme nous le verrons, leur «crainte» était bien fondée.

Nous avons montré, dans le chapitre précédent, la nature de la concentration du capital industriel au Canada et nous avons parlé brièvement du rôle important joué par les banques dans la direction de ce mouvement de fusion — afin de prendre possession de l'industrie au Canada. Cela est particulièrement vrai des fusions qui eurent lieu à partir de 1907. Naylor souligne que «les nouvelles fusions impliquaient des promoteurs de l'extérieur, généralement de Montréal, mais tout aussi bien, à un degré moindre, des financiers de Toronto et Halifax».⁴² En fait, ces financiers étaient tous reliés aux banques.

De plusieurs façons, cela était inévitable; dans la mesure où le capital industriel se concentrait, il devait émettre des actions et devenir corporatif, mais la masse des capitaux disponibles était contrôlée par les banques et leurs compagnies de fiducie, leurs compagnies d'assurances, etc., et elles constituaient les principaux acheteurs de ces titres nouvellement émis. Les banques contrôlaient aussi les marchands d'investissements et la bourse; en fait, sitôt que les industriels devaient s'adresser au public, ils étaient condamnés.

Le tableau suivant illustre l'extraordinaire augmentation du capital autorisé, ou la valeur⁴³ des actions émises.

**Capital autorisé des nouvelles compagnies
à actions participantes
(en millions de dollars)**

	QUEBEC	ONTARIO	GOUVERNEMENT DU CANADA
1870	1.2	n.a.	n.a.
1875	1.3	n.a.	n.a.
1880	2.0	7.3 ¹	1.9
1885	1.4	7.9	2.1
1890	1.2	26.5	7.3
1895	2.6	11.3	6.3
1900	12.8	78.9	9.6
1905	5.7	78.9	99.1
1910	28.4	225.0	458.4

SOURCE: Government of Canada, Ontario, and Quebec Ses-
sional Papers.

¹ 1881.

Au tout début du vingtième siècle, les banques y allaient en grand dans l'acquisition de titres corporatifs. En 1915, 54% des titres détenus par les banques canadiennes sont des titres corporatifs.⁴⁴ Quoique cette situation était appelée à décroître considérablement plus tard, cela n'allait se produire qu'après que les banques aient mené à terme avec succès le mouvement de fusion des années 1907-1915.

Les banques utilisaient aussi les autres intermédiaires financiers qu'elles contrôlaient pour acheter des titres corporatifs.

La Sun Life (vous vous rappelez d'eux! — UB) en 1906 avait déjà bien engagé sa politique d'accroissement des investissements d'achats d'actions ordinaires, politique qui n'allait atteindre son point culminant qu'à la fin des années '20.⁴⁵

De 1881 à 1927, il y eut un accroissement de 800% des avoirs en actions des compagnies canadiennes d'assurance-vie enregistrées au fédéral. Entre 1901 et 1911 il y eut une augmentation de 400% dans les avoirs de titres corporatifs de ces compagnies.⁴⁶ La Sun Life, la plus grosse d'entre elles et directement sous le contrôle de l'axe Banque de Montréal-Banque Royale, avait accru ses avoirs d'actions de corporations, de 4% de ses actifs en 1904, à 56% en 1930.⁴⁷ C'est une augmentation de 1 à 14.

C'est sur cette toile de fond que nous pouvons parler de l'illustre carrière de Max Aitken, celui qui allait devenir plus tard Lord Beaverbrook. Aitken fonda la Royal Securities en 1902, à Halifax, qui entreprit de mettre sur pied des compagnies motrices d'électricité dans les Antilles. En 1906, Aitken déménagea ses quartiers généraux à Montréal, fusionna avec la Banque de Montréal, et entreprit de devenir la force dominante dans l'émission d'actions industrielles résultant de fusions, de réorganisations ou de nouvelles entreprises à risque. Evidemment les plus gros acheteurs étaient les financiers qui contrôlaient les banques, leurs banques et d'autres institutions financières, particulièrement l'axe Banque de Montréal-Banque Royale. La liste des monopoles qu'Aitken a formés se lit comme suit: la Canadian Power Company, la Calgary Power Company, la Standard Ideal Co., Robb Engineering Company, la Cape Breton Trust Company, la Montreal Trust and Deposit Company.

Il est encore plus significatif cependant de voir qu'il fusionna la Rhodes Curry Company, la Dominion Car and Foundry Company et la Canadian Car Company, pour former la Canadian Car and Foundry Company. Il forma alors la Western Canadian Power Company, qui acquit la Slave Lake Power Company, Ltée. Sa plus grande réalisation fut la Steel Company of Canada (Stelco), amalgamant la Hamilton Steel and Iron Company, la Montreal Rolling Mills Company, la Canada Screw Company, la Dominion Wire Manufacturing Company, la Canadian Nut and Bolt Company. Puis il fusionna treize compagnies de ciment pour former la Canada Cement Company.⁴⁹ Evidemment, il n'oublia pas (!) ses origines dans les Antilles — il mit sur pied la Puerto Rico Railway Company. Il forma aussi la Camoguey Electric and Traction Company.

Cette grande campagne amena ces industries sous le contrôle des banques, dans ce cas: l'axe Banque de Montréal-Banque Royale. Comme l'indiquait Lénine, «**les banques renforcent et accélèrent considérablement le processus de concentration des capitaux et de formation des monopoles.**» (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ELE, p. 39)

Comme nous l'avons rapidement présenté, la formation de plusieurs monopoles canadiens s'est décidée dans les bureaux de direction des banques. Sir Herbert Holt, président de la Banque Royale, dirigeait le syndicat qui forma la Dominion Textile Company.⁴⁹ La formation de Canada Cement est un excellent exemple du rôle des banques. Le cartel de ciment était miné par des contradictions internes et aussi menacé de l'extérieur par une campagne des marchands de ciment qui voulaient baisser le prix du ciment pour faire éclater le cartel.⁵⁰ La Banque de Mon-

tréal, étroitement liée avec plusieurs membres du cartel, commença à faire des pressions auprès du cartel pour diminuer la production afin de faire monter les prix. La Banque de Montréal, se montrant incapable de persuader les autres membres du cartel de se conformer à cela, mit tout simplement Max Aitken et la Royal Securities à l'oeuvre: elle fusionna onze des 23 producteurs de ciment, écrasa l'opposition, et haussa le prix du ciment de \$1.80 le baril à \$2.40, en plus de diminuer la qualité du ciment. Le Canada profitait vraiment des «bienfaits» du capitalisme monopoliste (ainsi que de la mort de beaucoup d'ouvriers de la construction, suite à la faible qualité du ciment).⁵¹

Durant la période 1909-1912, il y eut 58 fusions industrielles, impliquant 275 entreprises au capital total autorisé de \$490 millions.⁵² Le résultat de tout cela fut de mettre la masse de l'industrie canadienne sous le contrôle des banques, particulièrement des trois plus grandes.

Lénine indique: **«On entend assez souvent les milieux industriels et commerciaux se plaindre du 'terrorisme' des banques. Faut-il s'en étonner, quand les grandes banques 'commandent'»** (ibid., p. 49). Les marchands et les industriels canadiens attaquaient continuellement les banques.⁵³ Beaucoup d'entre eux, en fait, étaient eux-mêmes des monopolistes. **«A la vérité»,** affirme Lénine, **«nous retrouvons là les doléances du petit capital opprimé par le gros, seulement cette fois c'est tout un syndicat qui est tombé dans la catégorie des 'petits'!»** (ibid., p. 50).

Lénine se montre d'accord avec Jeidels qui dit: **«le pouvoir passait peu à peu aux mains d'hommes qui considèrent comme une tâche indispensable et de plus en plus pressante, pour les grandes banques, d'intervenir activement dans le développement général de l'industrie'»** (ibid.).

Lénine conclut son chapitre sur le nouveau rôle des banques en affirmant: **«Ainsi, le XXe siècle marque le tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général.»** (Ibid., p. 52)

Il ne peut y avoir aucun doute que les banques canadiennes ont assumé un nouveau rôle — particulièrement, trois d'entre elles qui furent **«les quelques banques qui, ... restent à la tête de toute l'économie capitaliste»** (ibid., ELE, p. 43) au Canada.

Postface

C'est dans le chapitre 3 de cette série, «Le capital financier et l'oligarchie financière», que nous nous occuperons de la fusion proprement dite du capital bancaire et du capital industriel, ainsi que de la division qui en résulte dans la classe bourgeoise. Mais, à cause des mythes nationalistes dominants, il est important de conclure du chapitre 2 que, dans le processus du développement capitaliste jusqu'au capital financier, c'est le capital bancaire qui devient dominant. Et cela fut d'autant plus vrai au Canada où, comme nous le démontrerons, la loi du développement inégal conduisit à une concentration plus forte que de coutume du capital bancaire, ce qui relégua le capital industriel canadien à une position moins significative dans la formation du capital financier, d'autant plus que le capital industriel était relativement plus faible au Canada dès le départ. Des gens comme Naylor ne comprennent pas la formation du capital financier et ils voient le capital marchand-bancaire-commercial et le capital industriel comme s'ils existaient pour l'éternité. Ils croient que, ou bien le premier devient dominant comme au Canada, ou bien le second comme aux Etats-Unis. Cela est complètement faux. Comme Lénine le dit: **«Une question se pose d'elle-même: vers quoi tend cette 'transition' que constitue le capitalisme moderne? Mais cette question, les savants bourgeois ont peur de la poser.»** (Ibid., p. 43) En fait, l'«école» de Naylor essaie d'enterrer la question. Comme le dit Gary Teeple, un des «étudiants» de Naylor: «Au moment où l'industrie se développe et que le capital industriel est dominant, le capital marchand est relégué à une position secondaire dans le développement de la richesse de la nation. Puisqu'au Canada c'est une bourgeoisie marchande qui a été dominante, la croissance du capital industriel en a souffert.»⁵⁴

En fait, au Canada **«l'ancien capitalisme (a) fait place au nouveau»**, et le nouveau capitalisme, c'est la domination du capital financier, c'est-à-dire l'impérialisme. Nous espérons, lorsque ce travail sera terminé, qu'on aura réussi à avancer beaucoup plus loin pour prouver une fois pour toutes que *l'impérialisme est en effet le stade suprême du capitalisme canadien.*

- ¹ Naylor, vol 1, p. 110
- ² *Ibid.*, p. 15
- ³ *Historical Statistics*, p. 240
- ⁴ Neufeld, p. 101-102
- ⁵ G. Meyers, *The History of Canadian Wealth*, p. xxxii
- ⁶ R. Craig McIvor, *Canadian Monetary Banking and Fiscal Development*, pp. 82-83
- ⁷ A. Wood, *The True History of Lord Beaverbrook*, p. 13
- ⁸ J. Cooper, Montreal, *A Brief History*, p. 114, *Journal of Commerce*, Oct. 27, 1899, p. 1903
- ⁹ *Walkers Papers*, Dec. 27, 1911
- ¹⁰ Neufeld, p. 59
- ¹¹ *Ibid.*, p. 62
- ¹² *Ibid.*, p. 94
- ¹³ *Ibid.*, p. 23
- ¹⁴ *Ibid.*, p. 89
- ¹⁵ *Ibid.*, p. 90
- ¹⁶ *Historical Statistics*, p. 230
- ¹⁷ *Ibid.*, p. 231
- ¹⁸ Naylor, vol. 1, p. 99
- ¹⁹ Neufeld, p. 295
- ²⁰ M. Denison, *Canada's First Bank*, p. 275
- ²¹ Neufeld, p. 306
- ²² *Ibid.*, p. 307
- ²³ Neufeld, p. 308
- ²⁴ *Ibid.*, pp. 306-7
- ²⁵ *Ibid.*, p. 306, et *Historical Statistics*, p. 237
- ²⁶ Royal Commission on Life Insurance, Report 1907, p. 20
- ²⁷ Neufeld, p. 624
- ²⁸ *Ibid.*, p. 247
- ²⁹ Voir Naylor, vol. 1, p. 187-197
- ³⁰ Naylor, vol. 1, p. 194
- ³¹ *Ibid.*, p. 196
- ³² Royal Commission on Life Insurance, Report, 1907, pp. 10-11, 84-85; Committee on Banking and Credit, 1913, p. 560; Neufeld, p. 247, pp. 487-8
- ³³ *Monetary Times Annual Review*, Jan. 1928, p. 80
- ³⁴ Newman, p. 110
- ³⁵ *Ibid.*, p. 75
- ³⁶ Pour plus de détails, voir différents chapitres de Neufeld, particulièrement, pp. 114-116, 260-261, et 318.
- ³⁷ Naylor, vol. 1, p. 111
- ³⁸ Naylor in *Capitalism and the National Question*, ed. G. Teeple, p. 16
- ³⁹ *Ibid.*, p. 24
- ⁴⁰ *Ibid.*, pp. 24-25
- ⁴¹ Naylor, vol. 1, p. 99
- ⁴² Naylor, vol. 2, p. 187

⁴³ Nous utilisons le terme « valeur » de façon très large. Les actions étaient généralement coupées d'eau et sur-évaluées par rapport aux actifs réels des corporations.

⁴⁴ Neufeld, p. 116

⁴⁵ Neufeld, p. 239

⁴⁶ Ibid., pp. 260-61

⁴⁷ Ibid., p. 259

⁴⁸ Neufeld, pp. 488-9

⁴⁹ L. G. Reynolds, *The Control of Competition in Canada*, pp. 177-8

⁵⁰ Tariff Enquiry Commission, p. 168

⁵¹ H. Stapels, *The Recent Consolidation Movement*, pp. 144-5; T. Driberg, *Beaverbrook*, p. 44; A. Wood, *The True History*, p. 38; House of Commons, *Debates*, April 25, 1910, p. 7979; *Grain Growers Guide*, Sept. 27, 1911

⁵² *Consolidation Movement*, p. 12; Royal Commission on Price Spreads, Report, p. 28; *Monetary Times*, Sept. 24, 1910, pp. 1328-30

⁵³ Naylor, vol. 1, pp. 107-8

⁵⁴ G. Teeple, p. 62